2 4 VII 1958

Coordination (2)

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Colonies, le 24 décembre 1957, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "organique des marchés de travaux, de fournitures et de transports", a donné le 21 mai 1958 l'avis suivant :

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 24e december 1957 door de Minister van Koloniën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot regeling van de overeenkomsten betreffende de aannemingen van werken, leveringen en transporten", heeft de 21e mei 1958 het volgend advies gegeven :

Le projet se propose d'organiser les marchés passés pour compte des services publics du Congo belge et du Ruanda-Urundi.

Selon le rapport au Roi, le projet s'inspire des règles applicables dans la métropole, qui ont fait l'objet de l'arrêté royal du 5 octobre 1955, organique des marchés de travaux, de fournitures et de transports au nom de l'Etat.

\+

\+ \+

OBSERVATION GENERALE.

Le régime des marchés publics en Belgique est réglé par les articles 21 et 22 de la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'Etat. L'article 21 fixe le principe selon lequel les marchés de l'Etat sont passés avec concurrence, publicité et forfait; l'article 22 détermine les hypothèses dans lesquelles, par dérogation à ce principe, les marchés peuvent être passés de gré à gré.

C'est en exécution de ces dispositions que fut pris l'arrêté royal du 5 octobre 1955.

Le régime des marchés publics au Congo belge et au Ruanda-Urundi est autre. Jusqu'à ce jour, c'est le pouvoir exécutif qui a fixé les principes qui sont à la base de la conclusion des marchés, ainsi que les règles d'exécution de ces principes. Le projet continue cette tradition; les articles 3 et 4 prévoient les divers modes de passation des marchés et constituent le pendant des articles 21 et 22 de la loi du 15 mai 1846.

.../...

Malgré les précédents qui viennent d'être rappelés, le Conseil d'Etat estime souhaitable que ce soit le législateur colonial qui fixe les divers modes de passation des marchés. Non seulement les marchés passés pour compte des services publics du Congo belge et du Ruanda-Urundi sont appelés à prendre de plus en plus d'importance, mais encore les règles fixant les modes de passation vont-elles s'appliquer à des personnes et des sociétés de plus en plus nombreuses au Congo belge, au Ruanda-Urundi, en Belgique et dans les pays étrangers.

Le Conseil d'Etat propose, dès lors, de confier au législateur colonial le soin de fixer ces modes de passation de marchés.

\+

\+ \+

L'importance des principes qui sont à la base de la conclusion des marchés résulte également de ce que le Gouvernement entend rendre le projet applicable aux villes, aux communes et aux circonscriptions indigènes ainsi qu'à certains "organismes ayant une personnalité distincte et nommément désignés par arrêté ministériel".

Dans certaines de ces hypothèses, l'intervention du législateur colonial sera, comme nous allons le voir, souhaitable et, dans d'autres, nécessaire.

.../...

A. En ce qui concerne les villes et les communes.

Le décret du 26 mars 1957 sur l'organisation des villes fixe un nouveau statut pour les villes et les communes.

Elles ont la personnalité civile (articles 1er et 2). Elles sont administrées par un premier bourgmestre ou par un bourgmestre qui représentent la ville ou la commune qu'ils administrent (articles 4 et 5). La compétence des premiers bourgmestres et des bourgmestres ainsi que celle des conseils des villes et des conseils communaux sont fixées par de nombreuses dispositions du décret dans le détail desquelles il n'est pas nécessaire d'entrer, sinon pour faire ressortir celles qui accordent à ces villes et communes une autonomie d'ordre patrimonial.

L'article 25 du décret dispose notamment que les services généraux de chaque ville "sont placés sous l'autorité du premier bourgmestre qui en précise les attributions, en veillant à assurer l'unité dans toute l'aire de la ville, notamment en matière d'hygiène, de police et de travaux publics".

Le même article dispose que"la ville peut s'entendre ou s'associer avec des circonscriptions indigènes, ou des villes, ou la Colonie, dans les conditions et suivant le mode à déterminer par le Gouverneur général, pour régler et gérer des objets d'intérêt commun". Suivant l'article 38, "avec l'autorisation du premier bourgmestre, deux ou plusieurs communes peuvent passer des accords pour la satisfaction d'intérêts communs".

.../...

Le décret prévoit un domaine fiscal réservé aux villes (article 30) et aux communes (article 36) dans les limites duquel elles peuvent créer certaines taxes. C'est le conseil des villes qui "répartit entre la ville et les communes intéressées le produit des taxes urbaines" (article 31). Les arrêtés des conseils de ville et les décisions des conseils communaux créant des taxes sont soumis à l'approbation de l'autorité de tutelle; ils sont réputés approuvés, en cas de silence de celle-ci, après un certain délai (articles 32 et 37).

La section V du décret a trait au domaine des villes et des communes, la section VI, au domaine de la voirie.

L'organisation des finances des villes et des communes fait l'objet de la section VII. Ces dispositions révèlent une organisation financière distincte de celle du Congo belge ou du Ruanda-Urundi. Le budget des villes et des communes comprend le budget ordinaire, le budget extraordinaire et les comptes d'ordre (articles 64 et 71). C'est le premier bourgmestre ou le bourgmestre qui exécutent ces budgets et qui en sont les ordonnateurs (articles 67 et 74). Les villes et les communes peuvent emprunter pour couvrir l'excédent de leurs dépenses extraordinaires sur les recettes extraordinaires (article 61).

.../...

Elles sont autorisées à "prendre des participations dans des sociétés ou organismes d'intérêt général urbain et à s'y faire représenter pour la défense de leurs intérêts"; elles peuvent accorder des prêts à leurs habitants (articles 63 et 70).

Toutes ces dispositions participent certainement à un courant d'évolution vers la création d'autorités décentralisées. On peut déjà dire qu'une certaine autonomie d'ordre patrimonial est accordée par le décret du 26 mars 1957 aux villes et aux communes.

Cette autonomie leur étant accordée par décret, le Conseil d'Etat estime qu'il serait préférable que ce soit également le législateur colonial qui intervienne pour limiter cette autonomie en déclarant que le projet leur est applicable.

\+

\+ \+

B. En ce qui concerne les circonscriptions indigènes.

Le décret du 10 mai 1957 donne aux circonscriptions indigènes la personnalité civile (article 2). Sans leur conférer une autonomie d'ordre patrimonial aussi large qu'aux villes et aux communes, le décret fixe cependant un certain nombre de règles desquelles il résulte que le législateur colonial a également entendu faire participer les circonscriptions indigènes au courant de décentralisation administrative qui vient d'être relevé.

.../...

La circonscription a un patrimoine (article 76), un domaine public et privé (article 78). Elle a un budget dont la forme est déterminée par le Gouverneur général (article 79). Elle a des ressources fiscales (articles 81 et suivants). Elle peut, avec autorisation, contracter, garantir des emprunts et accorder des prêts (article 85). L'établissement du budget est réglé par les articles 92 et 93; la gestion de la caisse de la circonscription, par les articles 94 à 97.

L'on peut, dès lors, également souhaiter voir le législateur colonial s'occuper de l'application du projet à ces circonscriptions indigènes.

Il faut cependant aller plus loin car à côté de ces dispositions qui révèlent une certaine autonomie patrimoniale, il en est qui ont trait aux travaux publics. Le collège permanent est chargé notamment "de la gestion des revenus, de l'ordonnancement des dépenses de la circonscription et de la surveillance de la comptabilité, de la direction et de la surveillance des travaux exécutés par ou pour le compte de la circonscription" (article 63). Les circonscriptions sont tenues, à charge de leur budget, notamment : "d'exécuter les travaux prévus par les règlements concernant l'hygiène, jugés utiles par l'autorité compétente; de construire et d'entretenir les locaux que l'autorité médicale, d'accord avec l'autorité administrative, jugerait nécessaires pour la visite, le traitement, l'hospitalisation, l'isolement ou l'internement des malades; de construire et d'entretenir une ou plusieurs écoles; de construire et d'entretenir, au siège de chaque juridiction indigène ainsi qu'au chef-lieu de la circonscription, des bâtiments à usages administratif, judiciaire et pénitentiaire; d'assurer la gestion des voies de communication d'intérêt local et des passages d'eau et de marais qu'elles comportent; d'exécuter les travaux ayant pour but :

.../...

1° la création de boisements, leur protection et leur entretien;

2° l'irrigation, le drainage et la conservation des sols;

3° l'accroissement et l'amélioration des pâturages" (article 73).

Le même article 73 fixe certaines règles concernant l'exécution de ces travaux :

"Les circonscriptions font exécuter les travaux susvisés soit par entreprise privée avec appel à la concurrence, soit en régie.

Dans ce dernier cas, la main-d'oeuvre est volontaire et rémunérée au taux habituel de salaire de la région. En cas d'insuffisance de main-d'oeuvre volontaire et d'impossibilité de confier les travaux à l'entreprise privée, tout homme adulte et valide peut être obligé, par les autorités indigènes, de participer personnellement et moyennant rémunération suivant le taux régional habituel, aux travaux prévus par le présent article pour une période qui ne peut excéder quinze jours, sauf le cas où la salubrité publique l'exige".

En ce qui concerne les travaux prévus à cet article 73, le décret prévoit donc un système de conclusion des marchés beaucoup plus souple que ceux prévus par le projet.

En disposant que, lorsque les travaux sont confiés à une entreprise privée, ils ne peuvent l'être qu'après appel à la concurrence, l'article 73 du décret n'exige pas de publicité; il laisse à la circonscription le soin de fixer, dans chaque cas particulier, l'ampleur de cet appel à la concurrence et de choisir librement l'adjudicataire.

.../..

On conçoit, dès lors, difficilement que les travaux dont il est question dans cet article 73 soient soumis au régime que cette disposition prévoit, alors que les autres travaux - s'il en est - seront soumis aux dispositions du projet. Il importe, dès lors, que le législateur colonial règle la question des marchés passés par les circonscriptions indigènes, dans leur ensemble.

Le décret du 10 mai 1957 entre en vigueur, suivant son article 104, à la date que fixera le Gouvernour général. Jusqu'à cette date, ce seront les anciennes dispositions qui seront applicables aux circonscriptions indigènes, c'est-à-dire le décret du 5 décembre 1933, modifié à diverses reprises et notamment, en ce qui concerne certains travaux qui doivent être effectués par elles, par le décret du 29 décembre 1955. Le décret du 5 décembre 1933, qui confère la personnalité civile aux circonscriptions (article 21), leur donnait déjà une certaine autonomie d'ordre patrimonial, en les chargeant d'effectuer certains travaux (articles 45 à 48), en prévoyant des ressources propres aux circonscriptions (chapitre VI) et leurs dépenses (chapitre VII) ainsi que la gestion de leur caisse (chapitre VIII). Cette existence d'une certaine autonomie patrimoniale est sans doute la raison pour laquelle, dans son ordonnance du 12 janvier 1953 sur les conseils des adjudications, le Gouverneur général n'a pas prévu, pour les circonscriptions, l'obligation de conclure leurs marchés par adjudication publique (article 4); cette ordonnance prévoit simplement que les conseils des adjudications peuvent connaître des marchés à conclure par ces circonscriptions indigènes, lorsqu'elles demandent leur intervention.

.../...

Il paraît, dès lors, également souhaitable que, même si les circonscriptions indigènes restent encore, pendant un certain temps, sous le régime du décret du 5 décembre 1933, ce soit le législateur colonial qui décide à leur égard l'application du projet.

\+

\+ \+

C. En ce qui concerne "les organismes ayant une personnalité distincte".

Il résulte du projet de rapport au Roi que par "organismes ayant une personnalité distincte", le projet vise les "organismes d'intérêt public". En donnant au Ministre des Colonies le soin de désigner "nommément" les organismes auxquels le projet sera applicable, l'on entend procéder par étapes pour arriver, dans un avenir plus ou moins rapproché, au but souhaité, "à savoir l'application générale des règles prescrites à tous les organismes ou institutions participant d'une manière directe ou indirecte à la gestion des services publics" (rapport au Roi, page 2, alinéa dernier).

Les explications données au Conseil d'Etat ont cependant fait ressortir que le but est plus limité qu'il ne paraît au premier abord. Le projet ne devrait, en aucune façon, s'appliquer :

- ni aux organismes d'intérêt public constitués par des personnes publiques et des personnes privées associées en vue de gérer un service public;
- ni aux organismes d'intérêt public créés par des personnes privées et agréées pour l'exécution d'un service public.

.../...

Même limité aux organismes dans lesquels n'interviennent que des personnes publiques, le projet manque, tout au moins en ce qui concerne certains d'entre eux, de base légale.

Le projet ne pourrait s'appliquer qu'aux organismes dont les statuts confient directement ou indirectement au Roi le soin de régler les conditions de passation de leurs marchés.

L'on peut estimer, par exemple, que la loi du 12 juillet 1952, organique de l'Office d'exploitation des transports coloniaux, en confiant au Roi, par son article 2, la compétence pour fixer les statuts de cet établissement public, lui a donné compétence pour déterminer les règles de passation de ses marchés.

L'on pourrait également estimer que pour les organismes d'intérêt public créés en exécution du décret du 28 décembre 1888 relatif aux institutions et associations scientifiques, religieuses, philanthropiques, etc..., le Roi a reçu une telle compétence par l'article 7 de ce décret.

Mais il est d'autres organismes d'intérêt public auxquels le Ministre pourrait rendre le projet applicable, alors que dans les décrets qui les ont créés, aucune disposition ne prévoit que le Roi peut fixer les conditions de passation de leurs marchés.

Le Conseil d'Etat est, dès lors, d'avis que seul le législateur colonial peut, par voie de disposition générale, prévoir l'application du projet aux organismes d'intérêt public nommément désignés par le Ministre des Colonies.

+

+ +

.../...

Article 2.

Dans son article 2, le projet prévoit que le cahier spécial des charges détermine notamment :

"les adaptations apportées au cahier général des charges et exigées par la nature spéciale de l'entreprise".

C'est volontairement que cet article ne reprend pas la formule employée dans l'article 1er de l'arrêté royal du 5 octobre 1955 : "les dérogations apportées au cahier général des charges".

Dans le projet de rapport au Roi, cette volonté d'employer une formule plus restrictive que celle de l'arrêté royal du 5 octobre 1955 est expliquée de la manière suivante :

"Si le cahier spécial des charges peut, selon les circonstances, adapter certaines clauses contractuelles, ces adaptations ne peuvent avoir pour effet d'en modifier la substance.

Ce serait, en effet, contrevenir au texte même de l'arrêté royal et le vider des éléments essentiels qui assurent aux marchés une sécurité et une uniformité indispensables que de déroger, par un cahier spécial des charges, aux clauses annexées à l'arrêté et qui en constituent le prolongement normal.

Les conseils des adjudications et le conseil supérieur des adjudications veillent au respect des clauses de l'arrêté royal et de ses annexes en exigeant notamment que soient motivées les adaptations proposées".

.../...

Il n'est pas exact de soutenir que déroger aux clauses contractuelles annexées au projet serait contrevenir au texte même de l'arrêté royal. Il en est tellement peu ainsi que le projet admet des adaptations du cahier général des charges, ce qui suppose nécessairement des dérogations. Ce passage du projet de rapport au Roi devrait être modifié pour faire ressortir l'importance qui est attachée aux clauses contractuelles administratives annexées au projet en opposition aux clauses contractuelles purement techniques et pour rappeler que le conseil des adjudications a notamment pour mission d'approuver les cahiers spéciaux des charges, ce qui suppose l'approbation des adaptations apportées aux clauses annexées au projet (projet d'arrêté royal créant le conseil des adjudications à Bruxelles - L. 6043, article 2, A, 1°).

\+

\+ \+

Le pénultième alinéa de l'article 2 dispose :

"Un cahier des charges type peut être élaboré lorsque des entreprises de même nature sont fréquemment mises en adjudication".

Concernant cette disposition, le rapport au Roi s'exprime comme suit :

"L'article 2 mentionne également la possibilité d'établir, pour des entreprises de même nature, des cahiers des charges types. Il s'agit, en l'espèce, d'un document intermédiaire entre le cahier général et le cahier spécial pouvant en pratique être substitué à ce dernier".

.../...

Le cahier des charges type pourra remplacer, dans une certaine mesure, le cahier spécial des charges, mais non de manière complète; en effet, le cahier spécial des charges de chaque entreprise devra fixer notamment certains points qui lui sont particuliers, tels les points cités sous a et c, dans cet article 2, 2°. Il serait, dès lors, préférable, après avoir apporté la modification nécessaire au rapport au Roi, de rédiger ce pénultième alinéa de l'article 2 de la même manière que dans l'arrêté royal du 5 octobre 1955:

"Le cahier spécial des charges peut se référer à des cahiers de charges types ou à des spécifications techniques qui contiennent des clauses concernant certains types d'entreprises".

\+

\+ \+

Article 3.

En disposant à l'article 3 que les marchés de fourniture d'un montant égal ou inférieur à 500.000 francs et les marchés de travaux et de transports d'un montant égal ou inférieur à 10 millions de francs sont lancés uniquement au Congo belge ou au Ruanda-Urundi, le projet ne précise pas comment ces sommes vont être fixées.

Suivant les explications qui ont été données au Conseil d'Etat, l'adjudication sera organisée simultanément en Belgique et au Congo belge ou au Ruanda-Urundi ou uniquement au Congo belge ou au Ruanda-Urundi, suivant l'appréciation de la valeur du marché portée par l'administration; toutefois,

comme cette appréciation peut être erronée, il y aurait lieu d'organiser la procédure simultanément en Belgique et au Congo belge ou au Ruanda-Urundi si le montant de la soumission régulière la plus basse était supérieur de plus de 20 p.c. aux sommes limites fixées par cet article 3.

Pour répondre aux intentions du Gouvernement, il y a donc lieu d'apporter à l'article 3, 1, diverses modifications qui sont reprises dans le texte proposé ci-après.

+

\+ +

Article 4.

L'article 4, A, 1°, dispose que peuvent être passés par adjudication restreinte les marchés "d'un montant égal ou inférieur à 500.000 francs". L'article 4, B, 1°, dispose, de son côté, que peut être passé de gré à gré le marché "d'un montant égal ou inférieur à 250.000 francs".

Comme il résulte des intentions du Gouvernement de tenir compte pour la fixation de cette somme, non des estimations de l'administration, mais bien du montant des soumissions, il est proposé de remplacer la formule proposée par celle de l'article 22, 1°, de la loi du 15 mai 1846 : "les marchés dont la dépense totale n'excède pas ...".

+

\+ +

.../...

Les règles de procédure de l'adjudication restreinte ne sont pas formulées avec suffisamment de précision.

Il résulte des intentions du Gouvernement, telles qu'elles ont été exprimées au Conseil d'Etat, que les règles de l'adjudication publique sont applicables à l'adjudication restreinte, sauf celles relatives à la concurrence. Il y a lieu de le dire en termes clairs car la lecture du rapport au Roi pourrait faire douter de ce principe (voir notamment page 6, alinéa 2).

\+

\+ \+

Le projet d'arrêté royal créant le conseil des adjudications à Bruxelles (L. 6043) donne notamment comme mission à ce conseil :

"de proposer à l'autorité adjudicatrice ou d'approuver le choix des personnes physiques ou morales qui seront admises à participer aux adjudications restreintes;

de donner ses avis sur les projets de décision de non recours à l'adjudication publique...".

Le projet de rapport au Roi précise, de son côté, que"l'autorité adjudicatrice ne pourra recourir au procédé dérogatoire de passation de marché que pour autant qu'elle justifie la nécessité d'une telle dérogation" (page 6, alinéa 1er). L'article 4, B, ayant trait au marché de gré à gré, prévoit qu'une telle décision doit être motivée.

.../...

Pour mettre l'article 4, A, en concordance avec le projet créant le conseil des adjudications et pour répondre aux intentions exprimées par le projet de rapport au Roi, il y aurait lieu de le modifier en y apportant les précisions qui viennent d'être rappelées.

\+

\+ \+

L'article 4, B, dispose qu'il peut être traité de gré à gré notamment :

"4° pour l'achat d'un immeuble ...".

L'achat d'un immeuble ne constitue ni un marché de travaux, ni un marché de fournitures, ni un marché de transports; ce cas, bien que prévu dans l'ordonnance du Gouverneur général du 12 janvier 1953, en son article 4, 4°, ne doit pas trouver sa place dans le présent projet.

\+

\+ \+

Ce même article prévoit qu'il peut être traité de gré à gré :

"6° pour l'achat d'objets dont la fabrication est exclusivement réservée à des porteurs de brevets d'invention".

Le décret du Roi Souverain du 29 octobre 1886, reprenant la terminologie de la loi belge du 24 mai 1854 sur les brevets d'invention, dispose qu'il existe trois espèces de brevets : les brevets d'invention, les brevets d'importation et les brevets de perfectionnement.

.../...

Comme il entre dans les intentions du Gouvernement de permettre que soient passés de gré à gré les marchés relatifs à des objets dont la fabrication est réservée aux possesseurs de ces divers brevets, l'article 4, B, 6°, doit être complété.

+

\+ +

Ce même article prévoit que peut être traité de gré à gré, le marché :

"10° que l'administration exécute ou fait exécuter en lieu et place des adjudicataires défaillants et à leurs risques et périls".

En précisant que ces marchés seront exécutés aux risques et périls des adjudicataires défaillants, le projet prévoit une disposition étrangère à la matière qu'il entend régler, qui est celle de la passation des marchés publics. Elle doit être omise dans cet article 4, B. Elle est, du reste, prévue pour les entreprises de travaux spécialement par l'article 48 du cahier général des charges annexé au projet et pour les entreprises de fournitures par l'article 66 du même cahier général des charges.

+

\+ +

.../...

Cet article dispose, enfin, que peut être traité de gré à gré, le marché :

"13° où le jeu normal de la concurrence est entravé par l'état du marché ou de la législation sur les prix".

Comme il entre dans les intentions du Gouvernement d'inclure dans la notion "état du marché", les ententes entre producteurs ou distributeurs, il serait préférable de le dire en termes exprès.

+
+ +

Suivant l'article 2, A, du projet d'arrêté royal créant le conseil des adjudications à Bruxelles (L. 6043), ce conseil a notamment comme mission :

"9° de donner ses avis sur les projets de décision de non recours à l'adjudication publique ...".

L'alinéa pénultième de l'article 4, B, du projet qui ne fait pas allusion à cet avis devrait être complété afin de réaliser la concordance entre les deux projets.

+
+ +

Les deux derniers alinéas de l'article 4, B, qui ont trait à la procédure préalable à ces marchés devraient être insérés dans le chapitre IV du projet qui a trait au marché de gré à gré.

+
+ +

.../...

Article 5.

En insérant une section III, intitulée "L'adjudication sur coefficients et l'adjudication concours", dans le chapitre II du projet qui a trait aux divers modes de passation des marchés, celui-ci semble instituer deux modes de passation des marchés qui viendraient s'ajouter à l'adjudication publique, à l'adjudication restreinte et au marché de gré à gré.

Le rapport au Roi paraît soutenir la même thèse. On peut, en effet, y lire :

"L'arrêté organise aussi deux modes de passation des marchés : l'adjudication sur coefficients et le concours, ignorés jusqu'ici, sinon par la pratique, du moins par la réglementation" (rapport au Roi, page 6, alinéa 3).

Par contre, le rapport au Roi soutient que l'adjudication sur coefficients "doit être considérée comme une variante et non comme une dérogation à l'adjudication publique". On peut y lire également que le concours "emprunte un élément essentiel au marché de gré à gré, le libre choix du contractant par l'administration"(rapport au Roi, page 6, alinéa 4).

Dans la réalité, lorsqu'une entreprise est offerte au concours, cela signifie que les concurrents seront jugés non seulement sur leurs propositions financières, mais également sur leurs propositions techniques. Si ces propositions techniques peuvent être appréciées d'une manière mathématiquement définissable, on sera en présence d'une adjudication

.../...

(publique ou restreinte) et l'adjudicataire sera désigné sur base de la combinaison des coefficients de prix et de qualité. Si, au contraire, les propositions techniques ne sont pas mathématiquement définissables, et sont laissées à l'appréciation subjective de l'administration, on sera en présence d'un marché de gré à gré (FLAMME "Les marchés de l'administration", nos 34 à 37 - de GRAND'RY et FLAMME "Commentaire pratique du nouveau cahier général des charges et de l'arrêté royal du 5 octobre 1955 organique des marchés de l'Etat", nos 43 à 49, notamment nos 48 et 49).

Il n'y a, dès lors, pas lieu de prévoir une section spéciale dans le chapitre II du projet, ni même un article spécial pour l'adjudication sur coefficients et l'adjudication concours. Il y a lieu, au contraire, d'insérer les diverses dispositions de l'article 5 du projet dans d'autres articles.

L'article 5, A, 1°, suivant lequel des coefficients de qualité peuvent intervenir pour le choix de l'adjudicataire lorsque le mérite technique est susceptible d'être évalué d'une manière objective, ne constitue qu'une modalité spéciale relative à la désignation de l'adjudicataire; il doit, dès lors, trouver sa place dans l'article 35 du projet.

Les autres dispositions de l'article 5, A, devront trouver leur place dans d'autres articles :

le 3°, alinéa 1er, dans l'article 2 du projet relatif au cahier spécial des charges;

le 4°, dans l'article 30 du projet relatif à l'ouverture des soumissions.

.../...

Cet article 5, A, comprend de plus une disposition inadéquate.

Le 3°, alinéa 2, dispose que "le dépôt des projets et des échantillons doit se faire en même temps que celui des soumissions". Cette disposition est inadéquate parce que, pour pouvoir donner lecture des coefficients de qualité attribués aux projets et échantillons avant l'ouverture des soumissions, comme le prévoit le même article 5 en son 4°, il est indispensable que ces projets et échantillons aient été déposés avant le dépôt des soumissions, dans le délai fixé au cahier spécial des charges suivant l'article 5, 3°, alinéa 1er, et qu'ils aient pu être soumis aux épreuves prévues par ce même alinéa.

L'article 5, 3°, alinéa 2, doit donc être omis.

\+

\+ \+

L'article 5, B, trouvera sa place normale dans l'article 42 du projet ayant trait au marché de gré à gré.

\+

\+ \+

.../...

Articles 6 à 10.

Les divers articles relatifs au forfait forment la section 1ère du chapitre III ayant trait à la procédure de l'adjudication publique.

Ce faisant, le projet ne rend les règles du forfait applicables qu'aux adjudications publiques et restreintes et non aux marchés de gré à gré. Il paraît normal qu'en ce qui concerne ce dernier mode de passation de marchés, l'administration ne désire pas se lier par des règles aussi strictes que celles contenues dans cette section. L'arrêté royal du 5 octobre 1955, organique des marchés de travaux, de fournitures et de transports au nom de l'Etat, insère également les règles du forfait dans le chapitre relatif aux adjudications publiques.

Si telle est bien l'intention du Gouvernement, le rapport au Roi devrait être modifié, car il contient une phrase laissant croire que le marché de gré à gré doit également obéir aux règles du forfait. On peut y lire, en effet: "Celui-ci (le forfait) constitue un élément de base non seulement des marchés passés sur adjudication (publique ou restreinte) mais encore des marchés de gré à gré". Il y a lieu d'apporter à cette phrase la modification nécessaire pour faire ressortir que le forfait peut être un élément du marché de gré à gré, mais qu'il n'est pas toujours nécessaire.

+

+ +

.../...

L'article 6, alinéa 2, du projet dispose :

"Le caractère forfaitaire de l'entreprise ne fait pas obstacle à l'application de clauses de revision destinées à couvrir l'adjudicataire à l'égard des aléas d'ordre économique ou social".

Cette disposition est commentée dans le rapport au Roi dans les termes suivants :

"Les clauses de revision sont admises depuis longtemps dans la pratique mais une base réglementaire leur a fait défaut jusqu'ici. Elles ont pour but de couvrir l'adjudicataire contre les risques qui ne sont pas essentiellement d'ordre technique. Dans une époque d'instabilité des prix et de réglementation économique, le forfait sans restriction tel qu'on pouvait le concevoir il y a quelques décades aggraverait les charges des contractants en manière telle que ceux-ci se verraient obligés d'en tenir largement compte dans la fixation de leur prix, ce qui tournerait au désavantage de l'administration. La clause de revision de prix a pour effet de rendre ainsi plus équitable l'application du principe du forfait".

Des clauses de revision sont prévues aux articles 13 et 44 du cahier général des charges annexé au projet.

Suivant les intentions du Gouvernement, les clauses de revision doivent prémunir, non seulement l'adjudicataire, mais également l'administration à l'égard des variations des divers éléments constitutifs du prix; l'article 6, alinéa 2, doit être complété en ce sens.

\+

\+ \+

.../...

Suivant les intentions du Gouvernement telles qu'elles résultent notamment de l'article 42 du cahier général des charges annexé au projet, dans l'entreprise à forfait absolu dont il est question à l'article 7 du projet, l'administration s'interdit toute possibilité de modification unilatérale du marché.

Cette conception semble être celle de la doctrine (FLAMME, op.cit., n° 96bis; de GRAND'RY et FLAMME, op.cit., n° 52).

Si telle est bien l'intention du Gouvernement, la définition du forfait relatif donnée par l'article 8 du projet est plus exacte que celle donnée de la même notion par l'article 8 de l'arrêté royal du 5 octobre 1955 organique des marchés de travaux, de fournitures et de transports au nom de l'Etat qui donne comme caractéristique du forfait relatif, non la possibilité pour l'administration d'apporter des modifications unilatérales au marché, mais la manière de calculer le prix de ces modifications.

\+

\+ \+

Article 11.

L'article 11 du projet dispose qu'outre l'annonce dans diverses publications officielles, les adjudications peuvent être annoncées "par tous autres moyens laissés à l'appréciation de l'administration sans qu'il y ait à observer dans ce dernier cas les délais prévus à l'article 13".

.../...

L'intention du Gouvernement n'est nullement de rendre sans objet l'article 13 lorsque l'administration estime devoir employer un moyen de publicité en plus des annonces dans les publications officielles; il faut comprendre cette disposition en ce sens que l'annonce faite d'une autre manière que dans les publications officielles n'a pas d'incidence sur le délai dont il est question à l'article 13.

Il y aurait lieu de préciser cette disposition.

\+

\+ +

Article 15.

Suivant l'article 15, B, 3°, la soumission doit indiquer "les mentions relatives à l'inscription au répertoire des entreprises agréées lorsque les travaux mis en adjudication nécessitent cette agréation".

Comme le fait observer le rapport au Roi (page 7) une telle disposition n'est prévue que dans l'éventualité d'une organisation de l'agréation des entrepreneurs. En attendant que des textes prévoient une telle agréation, l'article 15, B, 3°, est sans aucun effet juridique; il y a, dès lors, lieu de l'omettre.

\+

\+ +

.../...

Article 18.

Suivant l'article 18 du projet "pour les entreprises de travaux, le soumissionnaire doit élire domicile, selon le cas, en Belgique, au Congo belge ou au Ruanda-Urundi".

S'il entre bien dans les intentions du Gouvernement d'exiger l'élection de domicile non seulement de l'adjudicataire après la passation du contrat, mais également de tous les soumissionnaires, il y aurait lieu de préciser que cette élection de domicile doit être faite au lieu du dépôt de la soumission.

\+

\+ \+

Article 25.

L'article 25, alinéa 2, du projet dispose que "peuvent être rejetées les soumissions non rédigées dans une des langues nationales".

Une telle disposition donne à l'administration le pouvoir de rejeter même les soumissions les pl plus avantageuses pour des raisons d'ordre linguistique.

Le caractère discrétionnaire d'un tel pouvoir n'est pas dans la ligne du projet qui, s'il entend organiser des garanties pour l'administration, en organise également en faveur des soumissionnaires, notamment celle de l'automatisme de la désignation de l'adjudicataire.

.../...

Pour rester dans cette ligne du projet, le Conseil d'Etat suggère d'omettre l'article 25, alinéa 2, et d'insérer un article au début de la section, article suivant lequel "la soumission doit être établie dans une des langues employées par le cahier spécial des charges ou dont l'emploi est autorisé par celui-ci".

Article 30.

L'article 30 du projet énumère, dans l'ordre de leur exécution, les diverses opérations de la séance d'ouverture des soumissions.

Contrairement à l'article 29 de l'arrêté royal du 5 octobre 1955, qui dispose que les soumissions et les retraits apportés en séance sont déposés dès l'ouverture de la séance, le projet prévoit que ces dépôts ont lieu avant l'ouverture de la séance.

On ne voit pas les raisons qui justifient une telle différence de procédure qui pourra entraîner des erreurs de la part des soumissionnaires; de plus, dans la procédure prévue par le projet, le dépôt des soumissions et des retraits apportés en séance aura lieu sans publicité. Il est, en conséquence, suggéré de reprendre, mutatis mutandis, les dispositions de l'article 29 de l'arrêté royal du 5 octobre 1955.

\+

\+ \+

.../...

Suivant l'article 30, 1°, c'est "la personne chargée par l'administration de présider au dépouillement des offres" qui devra déposer, dans le local de la séance, la boîte contenant les soumissions et retraits déjà reçus.

Suivant le projet d'arrêté royal créant le conseil des adjudications à Bruxelles (L.6043) "les séances d'ouverture des soumissions sont présidées par un membre du conseil assisté d'un ou de plusieurs adjoints désignés par le président".

Ce n'est donc pas l'administration qui désignera la personne chargée de présider la séance d'ouverture des offres, mais bien le président du conseil des adjudications qui désignera, pour ce faire, un membre du conseil des adjudications.

Il y a, dès lors, lieu de modifier l'article 30, 1°, pour le mettre en concordance avec le projet d'arrêté royal créant le conseil des adjudications à Bruxelles.

\+

\+ \+

Article 31.

L'article 31 du projet ne prévoit pas, comme le fait l'article 31 de l'arrêté royal du 5 octobre 1955, que les offres des soumissionnaires doivent être consignées dans le procès-verbal de la séance d'ouverture des soumissions. Il semble que ce soit un oubli car il est essentiel de voir figurer les diverses offres dans ce document officiel. Il y a, dès lors, lieu de compléter l'article 31.

\+

\+ \+

.../...

Article 32.

L'article 32 dispose :

"Avant la désignation de l'adjudicataire et sauf pour les marchés de travaux conclus à forfait, l'administration, après vérification des opérations arithmétiques des soumissions, rectifie éventuellement les erreurs et établit le montant des soumissions en tenant compte du redressement de ces erreurs, sans que la responsabilité de l'administration soit engagée par suite de l'existence d'erreurs qui n'auraient pas été découvertes".

L'arrêté royal du 5 octobre 1955, organique des marchés de travaux, fournitures et transports au nom de l'Etat prévoit, lui aussi, en son article 32, pour les marchés de la métropole, que l'administration vérifie les opérations arithmétiques des soumissions et rectifie les erreurs qu'elle y découvre. Le projet contient cependant une innovation par rapport à cet arrêté royal du 5 octobre 1955; l'administration ne peut pas rectifier les erreurs arithmétiques des soumissions relatives à des marchés conclus à forfait. Suivant le rapport au Roi, cette rectification ne peut avoir lieu que dans les soumissions aux marchés à bordereau de prix et aux postes à bordereau de prix des marchés mixtes; la rectification ne peut porter sur les prix unitaires qui sont forfaitaires mais uniquement sur la multiplication des prix unitaires par les quantités présumées d'ouvrages, de fournitures ou de prestations et sur l'addition des divers postes du métré; c'est le résultat de ces diverses opérations qui permettra à l'administration de désigner l'adjudicataire.

.../...

Les principes mêmes qui sont à la base du projet et qui consacrent l'obligation de passer les marchés sur adjudication sauf dans les hypothèses expressément prévues, postulent la rectification des erreurs arithmétiques contenues dans les soumissions. Sans cette rectification, l'on pourrait arriver à violer le principe de l'octroi de l'adjudication au soumissionnaire qui a remis l'offre la plus basse et, partant, le principe même de l'égalité des soumissionnaires.

C'est pour respecter ces principes consacrés par le projet que l'administration ne doit pas être seulement autorisée à effectuer les rectifications d'erreurs qu'elle découvre, mais qu'elle doit y être tenue; l'on concevrait difficilement que l'administration puisse apporter les rectifications qu'elle estime à tort ou à raison utile d'effectuer à telle soumission et non à telle autre. Le projet devrait, dès lors, prévoir l'obligation pour l'administration de vérifier les soumissions et d'y rectifier les erreurs arithmétiques qui s'y trouvent.

Le rapport au Roi contient une contradiction dans ses termes mêmes lorsqu'il déclare que l'administration "se réserve le droit de rectifier les erreurs arithmétiques" et que, d'autre part, il en donne comme raison qu'il faut "assurer aux offres leur exacte signification et (de) permettre une comparaison efficace, seule garante de l'égalité entre les concurrents". Ces raisons postulent non une simple faculté pour l'administration de rectifier les erreurs arithmétiques, mais une véritable obligation de le faire.

.../...

Une exonération de la responsabilité de l'administration pour les suites d'erreurs qui n'auraient pas été découvertes est incompatible avec l'obligation qu'elle a de les rectifier. Elle est au surplus inopérante : c'est aux tribunaux qu'il appartient de sanctionner une telle responsabilité en tenant compte d'ailleurs des circonstances de chaque espèce (et notamment de la part de responsabilité qui peut incomber au soumissionnaire adjudicataire en raison d'erreurs qu'il aurait lui-même commises). Il y a, dès lors, lieu d'omettre de l'article 32 la disposition qui consacre cette exonération.

Le Conseil d'Etat propose un texte qui répond à ces diverses observations.

+

+ +

Article 34.

Suivant l'article 34 du projet, "après la procédure d'adjudication, l'autorité compétente a le droit de ne pas adjuger le marché, d'ordonner éventuellement une nouvelle adjudication ou de prendre toute autre mesure qu'elle jugerait utile à l'intérêt général".

Suivant le rapport au Roi (page 8), cette autre mesure ne peut être que la passation d'un marché de gré à gré à la condition de se trouver dans un des cas prévus par l'article 4, B, du projet et notamment dans un des cas prévus aux 7° et 8° de cette disposition. Il y a lieu d'omettre la partie de l'article 34 du projet qui pourrait faire croire que dans le cas qu'il vise, l'administration aurait un pouvoir discrétionnaire de passer le marché suivant le procédé qu'elle estime utile à l'intérêt général.

+

+

Article 35.

L'article 35 du projet fixe les règles concernant le choix de l'adjudicataire.

En disposant que cet article s'applique non seulement à l'adjudication publique, mais également à l'adjudication restreinte, le projet pourrait faire croire que ses autres dispositions relatives à l'adjudication publique ne sont pas applicables à l'adjudication restreinte. Comme il a été observé ci-dessus concernant l'article 4, A, il est préférable, puisque telle est l'intention du Gouvernement, de prévoir d'une manière générale que les règles relatives à l'adjudication publique sont applicables à l'adjudication restreinte, sauf exception.

\+

\+ \+

Il résulte du rapport au Roi que le projet veut fixer une disposition similaire à celle de l'article 35 de l'arrêté royal du 5 octobre 1955 en adjugeant le marché au soumissionnaire dont l'offre est la plus basse. Pour la clarté d'un texte de cette importance, il est, dès lors, préférable de le dire d'une manière directe, sans passer par l'assimilation du prix le plus bas au prix le plus avantageux.

\+

\+ \+

.../...

En cas d'adjudication sur coefficients, l'administration aura à tenir compte, pour la détermination du prix le plus bas, de la combinaison prévue entre les coefficients de qualité et de prix. Insérer cette hypothèse dans l'article 35, alinéa 3, n'est peut-être pas absolument nécessaire puisque ces coefficients seront, par définition, chiffrables; il semble cependant préférable de compléter cet alinéa en le prévoyant, car l'application de ces coefficients n'a pas nécessairement une incidence sur les "débours qui devront être faits par l'administration".

\+

\+ \+

La dérogation à l'adjudication au soumissionnaire dont l'offre est la plus basse doit, comme dans l'arrêté royal du 5 octobre 1955, s'appliquer également aux hypothèses prévues dans les 2° et 3° de l'article 35; il y aurait lieu de formuler cette possibilité de dérogation après le 3° de cet article.

\+

\+ \+

Pour mettre en concordance l'article 35, 1, alinéa 2, et le projet d'arrêté royal créant le conseil des adjudications à Bruxelles (L. 6043), il y a lieu de prévoir que l'avis du conseil des adjudications ne doit pas être demandé lorsqu'il a lui-même proposé la dérogation prévue à cet alinéa.

\+

\+ \+

.../...

Article 36.

L'article 41 du projet prévoit l'hypothèse où la décision désignant l'adjudicataire n'a pas été notifiée dans le délai prévu à l'article 39; il n'est, dès lors, pas nécessaire de prévoir ce cas dans l'article 36 du projet.

+

+ +

Article 39.

L'article 39 dispose que "l'administration doit notifier sa décision à l'adjudicataire dans un délai qui est fixé à trente jours du calendrier". Les jours étant nécessairement du calendrier, on n'aperçoit pas la raison pour laquelle il faille le dire. Si l'on entendait par là que le "dies ad quem" compte même s'il s'agit d'un dimanche ou d'un jour férié, il y aurait lieu de le dire en termes exprès.

+

+ +

Article 43.

L'article 43 reprend une disposition de l'article 44 de l'arrêté royal du 5 octobre 1955, mais en y apportant certaines modifications que le rapport au Roi (pages 10 et 11) justifie en faisant appel aux nécessités de la pratique administrative.

.../...

Cet article participe cependant de deux ordres d'idées distincts qu'il vaudrait mieux mettre en lumière en leur consacrant à chacun un paragraphe séparé.

D'une part, il suffit d'une décision motivée de l'autorité adjudicatrice pour que certains changements puissent être apportés aux clauses et conditions desdevis et cahiers des charges. Il y a lieu toutefois d'observer qu'en vertu même des principes du droit civil, l'accord de l'entrepreneur doit être donné, sauf toutefois si le cahier des charges ne le requiert pas.

D'autre part, l'administration ne peut accorder une majoration de prix, une franchise de responsabilité ou remettre des amendes que, par décision motivée de l'administration, en cas de force majeure ou de circonstances extraordinaires. Cette seconde partie de l'article 43 a plutôt un caractère indemnitaire.

\+

\+ \+

Le projet d'arrêté royal créant le conseil des adjudications à Bruxelles prévoit, en son article 2, que le conseil a notamment comme mission :

"7° de donner un avis et de faire des propositions sur les dérogations aux clauses et conditions des devis et cahiers des charges après l'approbation et la conclusion des marchés, notamment sur la remise des amendes en cas de circonstances extraordinaires".

.../...

Cette formalité paraît avoir un caractère substantiel puisque le même article 2 dispose que l'autorité adjudicatrice doit motiver sa décision si elle ne suit pas l'avis ou la proposition du conseil des adjudications.

Sauf si le Gouvernement n'entendait pas donner à ces conseils la mission de donner un avis sur les propositions de dérogations prévues dans la première partie de l'article 43, il y aurait lieu de prévoir, dans les deux hypothèses qui y sont visées, l'obligation de demander cet avis avant de prendre une décision.

\+

\+ \+

Article 44.

L'article 42 du projet dispose notamment que le marché de gré à gré peut résulter "de la correspondance, suivant l'usage du commerce" et qu'il "peut être constaté par de simples factures, pour des travaux ou fournitures dont la dépense n'excède pas cinquante mille francs".

Il est, dès lors, surabondant de prévoir, dans l'article 44, que "l'application du présent arrêté peut être écartée pour les marchés d'un montant inférieur à 50.000 francs". Il y a lieu d'omettre cet article.

\+

\+ \+

.../...

Article 45.

Tel qu'il est rédigé, l'article 45 ne répond pas aux intentions exprimées par le rapport au Roi (page 12).

Suivant celui-ci, cet article poserait "le principe du paiement du prix des travaux ou des fournitures après service fait et par acomptes". Ce serait en vertu de cette disposition que "le paiement d'avance ou d'acompte à la commande est interdit".

L'affirmation d'un tel principe n'est pas nécessaire puisqu'il est inscrit dans les articles 11 et 16 de l'arrêté royal du 18 décembre 1951 portant règlement sur la comptabilité publique à la Colonie.

En disposant que l'entrepreneur doit introduire une facture non seulement lorsque les marchés sont arrivés à un degré d'avancement donnant droit à un paiement, mais également "aux échéances éventuellement prévues", le projet paraît, au contraire, apporter une dérogation au principe qu'il voudrait consacrer, le marché pouvant ne pas avoir reçu de commencement d'exécution "aux échéances prévues".

Si le principe inscrit dans les articles 11 et 16 de l'arrêté royal du 18 décembre 1951 ne doit pas être inscrit dans le projet, l'article 45 a comme seule portée d'exiger l'introduction de factures qui devront permettre de vérifier l'état d'avancement exact du marché.

+

\+ +

.../...

I. Dispositions que le Conseil d'Etat suggère d'insérer dans un décret.

Article 1er.-

Le présent décret est applicable aux marchés de travaux, de fournitures et de transports passés :

1° au nom du Congo belge et du Ruanda-Urundi;

2° (disposition relative aux villes, communes et circonscriptions indigènes - voir l'observation générale émise au début de l'avis);

3° (disposition relative aux organismes ayant une personnalité distincte - voir l'observation générale émise au début de l'avis).

Article 2.-

Les marchés de travaux, de fournitures et de transports soumis au présent décret sont passés sur adjudication publique, sauf les exceptions prévues aux articles suivants.

La procédure de l'adjudication publique comporte un appel général à la concurrence et des règles de publicité et de forme fixées par le Roi.

Article 3.-

Peuvent être passés par voie d'adjudication restreinte :

1° les marchés dont la dépense totale n'excède pas 500.000 francs;

.../...

2° les marchés dont l'exécution ne peut être confiée qu'à des artistes, des entrepreneurs ou des fournisseurs présentant des garanties techniques, financières et professionnelles particulières.

La procédure de l'adjudication restreinte comporte un appel limité à la concurrence et des règles de publicité et de forme fixées par le Roi.

Article 4.-

Peuvent être passés de gré à gré :

1° les marchés dont la dépense totale n'excède pas 250.000 francs;

2° les marchés de fournitures ou de travaux supplémentaires qui, techniquement, ne peuvent être séparés du marché principal et dont la dépense n'excède pas 20 p.c. du marché principal;

3° les marchés qui, en raison des circonstances, doivent être tenus secrets; la nécessité du secret doit être constatée, sur un rapport spécial de l'administration, suivant le cas, par le Ministre des Colonies, le Gouverneur général du Congo belge ou le Vice-gouverneur général du Ruanda-Urundi;

4° les marchés relatifs à la fourniture d'un objet dont il n'existe qu'un exemplaire, ou à l'exécution d'oeuvres à caractère artistique;

5° les marchés relatifs à des objets dont une firme détient le monopole de vente;

6° les marchés relatifs aux objets dont la fabrication est exclusivement réservée à des possesseurs de brevets d'invention, de perfectionnement ou d'importation;

.../...

7° les marchés qui n'ont fait l'objet d'aucune offre aux adjudications ou pour lesquels il n'a été proposé que des prix inacceptables;

8° les marchés qui, amenés par des circonstances imprévues, ne peuvent, en raison de l'urgence, subir les délais des adjudications;

9° les marchés que l'administration doit faire exécuter en lieu et place des adjudicataires défaillants;

10° les marchés de travaux ou de fournitures qui ne sont faits qu'à titre d'essai ou d'étude;

11° les marchés de fournitures qui, en raison de la nature particulière de celles-ci et de la spécialité de l'emploi auquel elles sont destinées, doivent être achetées ou choisies aux lieux de production ou de distribution;

12° les marchés pour lesquels le jeu normal de la concurrence est entravé par l'état du marché, les ententes entre producteurs ou distributeurs ou par la législation sur les prix.

Dispositions concernant l'exclusion des entrepreneurs et fournisseurs des marchés publics. (Voir avis du Conseil d'Etat n° L. 6043)

.../...

II. Dispositions que le Conseil d'Etat suggère d'insérer dans un arrêté royal.

Arrêté royal organique des marchés publics de travaux, de fournitures et de transports.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu le décret du , relatif aux marchés publics;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

CHAPITRE I. - DES CAHIERS DES CHARGES.

Article 1er.-

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent aux marchés de travaux, de fournitures et de transports soumis au décret du , relatif aux marchés publics.

Les clauses contractuelles font l'objet du cahier général des charges annexé au présent arrêté.

.../...

Article 2.-

§ 1er. Lorsque le marché est passé par adjudication, il est dressé un cahier spécial des charges qui détermine notamment :

1° le mode de passation du marché, la nature et l'objet du marché, le maître de l'ouvrage ou l'acheteur;

2° les conditions particulières à respecter, les délais à observer, les modalités de paiement, le nom et l'adresse de l'administration responsable des paiements lorsque l'adjudication a lieu sur coefficients, les conditions auxquelles doivent satisfaire les projets ou échantillons, les délais dans lesquels ils doivent être déposés, les épreuves auxquelles ils sont soumis, le mode de calcul et de combinaison des coefficients de prix et de qualité qui leur sont attribués;

3° les adaptations apportées au cahier général des charges en raison de la nature spéciale du marché;

4° le cas échéant, le lieu , le jour et l'heure de la séance ou des séances d'ouverture des soumissions.

§ 2. Le cahier spécial des charges peut se référer à des cahiers de charges types ou à des spécifications techniques qui contiennent des clauses concernant certains types d'entreprises.

Article 3.-

Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par le mot "administration", le maître de l'ouvrage, ou l'acheteur, ou leurs délégués.

.../...

CHAPITRE II.- DE L'ADJUDICATION PUBLIQUE.

Article 4.-

§ 1er. Les adjudications publiques sont organisées simultanément en Belgique et au Congo belge ou au Ruanda-Urundi.

§ 2. Peuvent être organisées uniquement au Congo belge ou au Ruanda-Urundi, les adjudications ayant trait :

1° aux marchés de fournitures estimés par l'administration à moins de 500.000 francs;

2° aux marchés de travaux et de transports estimés par l'administration à moins de 10 millions de francs;

3° aux marchés portant sur les vivres de production locale ou sur les produits du sol dont l'importation ne peut être normalement envisagée du point de vue économique.

Si la somme de 500.000 francs et celle de 10 millions de francs fixées comme montant maximum par les 1° et 2°, sont dépassées de plus de 20 p.c. par l'entrepreneur ou le fournisseur qui a déposé l'offre régulière la plus basse, la procédure de l'adjudication publique doit être recommencée et organisée simultanément en Belgique et au Congo belge ou au Ruanda-Urundi.

Section 1ère - Du forfait.

Article 5.-

Les marchés conclus par voie d'adjudication publique comprennent, au point de vue de la fixation des prix : le marché à forfait absolu, le marché à forfait relatif, le marché à bordereau de prix et le marché mixte.

Les cahiers spéciaux des charges peuvent prévoir des clauses de revision des prix pour prémunir l'administration et l'adjudicataire à l'égard des variations des divers éléments constitutifs du prix.

Article 6.-

... (article 7 du projet) ...

Article 7.-

... (article 8 du projet) ...

Article 8.-

... (article 9 du projet) ...

Article 9.-

... (article 10 du projet) ...

Section 2. - De la publicité.

Article 10.-

L'adjudication publique est annoncée, d'une part, dans le Bulletin des adjudications publiques publié en Belgique et, d'autre part, dans le Bulletin administratif du Congo belge ou dans le Bulletin officiel du Ruanda-Urundi si elle est organisée simultanément en Belgique et au Congo belge ou au Ruanda-Urundi.

Dans le cas contraire, l'adjudication est annoncée dans le Bulletin administratif du Congo belge ou dans le Bulletin officiel du Ruanda-Urundi, suivant qu'elle est organisée au Congo belge ou au Ruanda-Urundi.

L'adjudication peut, en outre, être annoncée par tous autres moyens laissés à l'appréciation de l'administration; toutefois, cette publication n'a pas d'incidence sur le délai prévu à l'article 12.

.../...

Article 11.-

Les avis insérés dans les publications officielles citées à l'article 10, indiquent notamment :

1° la nature du marché;

2° le lieu, le jour et l'heure de la séance d'ouverture des soumissions, ainsi que le conseil des adjudications chargé d'y procéder;

3° les locaux où le cahier spécial des charges et ses annexes peuvent être examinés; les jours et heures réservés à cet examen ainsi que la date du dépôt de cette documentation si elle ne coïncide pas avec celle de la publication de l'avis;

4° les conditions fixées pour l'obtention du cahier spécial des charges et de ses annexes.

Article 12.-

... (article 13 du projet) ...

Section 3. - De la soumission.

Article 13.-

... (article 14 du projet) ...

Article 14.-

La soumission doit être établie dans une des langues employées par le cahier spécial des charges ou dont l'emploi est autorisé par celui-ci.

.../...

Article 15.-

§ 1er. La soumission doit indiquer les nom, prénoms, qualité ou profession, nationalité, domicile et résidence du soumissionnaire.

Lorsqu'elle est déposée par une société dotée de la personnalité juridique, elle doit indiquer la raison sociale ou la dénomination de la société, son siège social et les numéros des publications officielles contenant les insertions prescrites par le législateur en Belgique et au Congo belge ou au Ruanda-Urundi.

§ 2. Si le soumissionnaire est établi en Belgique, au Congo belge ou au Ruanda-Urundi, la soumission doit, en outre, indiquer :

1° le numéro et le libellé de son compte de chèques postaux ou de son compte dans une banque établie en Belgique, au Congo belge ou au Ruanda-Urundi;

2° les références ou preuves d'affiliation aux organismes d'assurances sociales et, le cas échéant, le numéro d'affiliation à un secrétariat social d'employeur;

3° la mention relative à l'inscription au registre de commerce.

Article 16.

Doivent être joints à la soumission :

1° les documents, modèles et échantillons exigés par le cahier spécial des charges;

.../...

2° une déclaration faisant connaître la nationalité des sous-traitants éventuels et des membres du personnel employé par le soumissionnaire;

3° et 4° (comme 3 et 4, article 16, du projet).

Article 17.-

... (article 17 du projet) ...

Article 18.-

A la demande de l'administration, le soumissionnaire fournit, dans les délais fixés, tous documents et renseignements exigés, notamment ceux relatifs à sa situation juridique et à sa situation financière.

Pour les entreprises de travaux, le soumissionnaire doit élire domicile en Belgique, au Congo belge ou au Ruanda-Urundi suivant le lieu où la soumission est déposée. S'il est de nationalité luxembourgeoise et domicilié dans le Grand-Duché de Luxembourg, l'élection de domicile en Belgique n'est pas exigée.

Article 19.-

Si l'administration en formule la demande, les sociétés étrangères soumissionnaires doivent produire, dans le délai qui leur est imparti, une copie de leurs statuts, accompagnée éventuellement d'une traduction de ceux-ci dans la langue employée pour la soumission, ainsi que le dernier bilan approuvé conformément aux dispositions de ces statuts et aux dispositions légales en vigueur dans leur pays.

.../...

Ces documents doivent être visés par le consul de Belgique dans la circonscription duquel est situé le principal établissement de ces sociétés; ce visa consulaire peut être remplacé, pour les sociétés du Grand-Duché de Luxembourg, par la production d'un exemplaire du Mémorial où sont publiés leurs statuts et leur dernier bilan.

Article 20.-

§ 1er. Les soumissions déposées par des mandataires doivent contenir la désignation précise de leur mandant.

Les mandataires joignent à la soumission, l'acte authentique ou sous seing privé qui leur accorde ces pouvoirs ou une copie de leur procuration dont ils attestent la conformité à l'original; ils peuvent toutefois se borner à indiquer le numéro de la publication officielle du Congo belge, du Ruanda-Urundi, de la Belgique ou du Grand-Duché de Luxembourg dans laquelle leurs pouvoirs ont été publiés.

§ 2. Les personnes qui désirent soumissionner par l'organe de mandataires, peuvent déposer, en vue des adjudications futures, la procuration donnée à cet effet à un ou plusieurs mandataires déterminés.

Ce dépôt ne vaut que pour le conseil des adjudications auprès duquel il est fait.

Lors de chaque soumission, le mandataire indique la date du dépôt de la procuration.

.../...

Article 21.-

... (article 21 du projet) ...

Article 22.-

... (article 22 du projet) ...

Article 23.-

§ 1er. Les prix sont énoncés, dans la soumission, en monnaie congolaise ou en monnaie belge, sauf disposition particulière du cahier spécial des charges.

§ 2. Le montant global de la soumission ainsi que les prix unitaires éventuellement portés ou joints à la soumission sont exprimés en toutes lettres.

Si les prix sont indiqués en chiffres et en lettres et s'il existe entre eux des différences, les prix exprimés en lettres font foi.

L'administration peut déclarer nulle une soumission dans laquelle un prix n'a pas été exprimé en lettres, si ce fait rend le prix fixé douteux.

Toute mention portant complément ou modification des prix doit être suivie de la signature du soumissionnaire ou de son mandataire.

Article 24.-

... (article 24 du projet) ...

.../...

Article 25.-

Dans le cas où le cahier spécial des charges est rédigé en plusieurs langues, le texte rédigé dans la langue choisie par le soumissionnaire fera seul foi pour l'interprétation du contrat.

Section 4. - Du dépôt et du retrait des soumissions.

Article 26.-

Toute soumission doit parvenir à l'autorité designée dans l'avis annonçant l'adjudication avant qu'il ne soit déclaré, à la séance d'ouverture des soumissions, qu'aucune offre ne peut plus être admise.

Article 27.-

Si la soumission est envoyée par voie postale, elle doit l'être sous pli recommandé. Dans ce cas, elle est glissée dans une enveloppe cachetée, portant la référence du cahier spécial des charges, du lot et de la date de la séance d'ouverture des soumissions; cette enveloppe est glissée dans une seconde enveloppe, également cachetée, portant l'adresse indiquée dans l'avis annonçant l'adjudication, ainsi que la mention "soumission".

Article 28.-

§ 1er. ... (article 28, 1°, du projet) ...

§ 2. ... (article 28, 2°, du projet) ...

.../...

Section 5. - De l'ouverture des soumissions.

Article 29.-

L'ouverture des soumissions a lieu en séance publique aux lieu, jour et heure fixés par le cahier spécial des charges ou par l'avis annonçant l'adjudication.

Article 30.-

Les opérations d'ouverture des soumissions se font dans l'ordre suivant :

1° avant d'admettre le public dans le local désigné, le membre du conseil des adjudications désigné pour présider au dépouillement des offres, y dépose la boîte contenant les soumissions et retraits déjà reçus;

2° la séance est ouverte au public; les soumissions et les retraits apportés en séance sont également déposés dans cette boîte;

3° immédiatement avant l'ouverture des soumissions, le président déclare que plus aucune soumission et plus aucun retrait ne peut être reçu;

4° lorsque l'adjudication a lieu sur coefficients, le président donne connaissance des coefficients de qualité attribués aux divers projets et échantillons;

5° il est procédé, ensuite, pour chaque adjudication, au dépouillement de tous les plis recueillis, qui sont classés par adjudication et, éventuellement, par lots;

.../...

6° le président donne connaissance des retraits;

7° les soumissions et les retraits sont paraphés par le président, qui proclame le nom des concurrents et le montant de leurs soumissions; le président ne doit lire les soumissions données en variante que si le cahier spécial des charges demande ce genre de soumission.

Article 31.-

Les offres des soumissionnaires ainsi que les différents incidents survenus lors de l'ouverture des soumissions, notamment les protestations des soumissionnaires et les observations des fonctionnaires, sont consignés dans le procès-verbal de la séance d'ouverture des soumissions.

Ce procès-verbal est signé par le président et par un assesseur qu'il désigne, ainsi que par les soumissionnaires qui ont élevé des protestations et les fonctionnaires qui ont formulé des observations.

Section 6. - Du choix de l'adjudicataire.

Article 32.-

Avant la désignation de l'adjudicataire, l'administration vérifie les opérations arithmétiques des soumissions, en rectifie les erreurs et établit le classement des soumissions en tenant compte des rectifications.

Cette disposition n'est applicable qu'aux marchés à bordereau de prix et aux postes à bordereau de prix des marchés à forfait relatif et des marchés mixtes.

.../...

Article 33.-

... (article 33 du projet) ...

Article 34.-

Après la procédure d'adjudication, l'autorité compétente a le droit de ne pas adjuger le marché et d'ordonner éventuellement une nouvelle adjudication; lorsque l'adjudication a trait à plusieurs lots, elle a le droit de n'en adjuger que certains et éventuellement d'ordonner une nouvelle adjudication pour les autres.

Article 35.-

§ 1er. Lorsque l'administration adjuge le marché, elle doit l'adjuger au soumissionnaire qui a remis l'offre régulière, effectivement la plus basse.

Pour la détermination de l'offre la plus basse, l'administration doit tenir compte des prix offerts et des autres éléments chiffrables qui viendront, de manière certaine, augmenter les débours qui devront être faits par l'administration; lorsque le cahier spécial des charges a prévu que la concurrence porte à la fois sur le prix et sur le mérite technique, l'administration doit également tenir compte, pour la détermination de l'offre la plus basse, de la combinaison prévue entre les coefficients de qualité et de prix.

§ 2. (le 2 du projet).

.../...

§ 3. Lorsque le cahier spécial des charges a autorisé la présentation d'offres avec faculté de grouper des lots, le choix de l'adjudicataire est déterminé par la combinaison de lots ou de groupements de lots qui forme le prix le plus bas au sens du § 1er.

§ 4. Il ne peut être dérogé aux §§ 1er à 3, en ce qui concerne le choix de l'adjudicataire, que par décision motivée de l'autorité adjudicatrice prise sur avis du conseil des adjudications lorsque l'autorité adjudicatrice estime que le prix le plus bas n'est pas le prix le plus avantageux; l'avis du conseil des adjudications ne doit être demandé que s'il n'a pas lui-même proposé une telle dérogation.

Article 36.-

Les soumissionnaires restent engagés par leur soumission telle qu'elle a été éventuellement rectifiée par l'administration, jusqu'à ce que la décision désignant l'adjudicataire ait été notifiée à celui-ci.

Ils ne peuvent se prévaloir des vices de forme dont pourrait être entachée leur soumission.

Article 37.-

Lorsqu'un soumissionnaire dont l'offre a été écartée en fait la demande dans les trois mois de la décision désignant l'adjudicataire, il est remis en possession des pièces et objets qu'il a annexés à sa soumission et qui n'ont pas été détruits pour les essais et examens.

.../...

Article 38.-

... (article 38 du projet) ...

Section 7. - De la notification du choix de l'adjudicataire.

Article 39.-

L'administration doit notifier sa décision à l'adjudicataire dans un délai de trente jours, sauf stipulation contraire dans le cahier spécial des charges. Le délai prend cours le lendemain du jour de clôture des séances d'adjudication.

Article 40.-

La décision de l'administration est notifiée à l'adjudicataire par lettre recommandée à la poste; en cas de nécessité, cette notification peut être faite par télégramme dont la teneur est confirmée par lettre.

Dans le cas prévu à l'article 35, § 4, la décision désignant l'adjudicataire est portée à la connaissance du ou des soumissionnaires qui ont proposé une offre plus basse que celle de l'adjudicataire.

Article 41.-

Si la notification de la décision à l'adjudicataire n'a pas été faite dans le délai prévu à l'article 39, les soumissionnaires ne sont plus tenus par leurs offres; l'administration remet le marché en adjudication ou s'adresse successivement aux soumissionnaires dans l'ordre croissant des offres.

.../...

CHAPITRE III. - DE L'ADJUDICATION RESTREINTE.

Article 42.-

§ 1er. Sauf en ce qui concerne les marchés dont la dépense totale n'excède pas 500.000 francs, la décision de recourir à l'adjudication restreinte doit être motivée par l'administration et prise après avis du conseil des adjudications.

§ 2. Les règles relatives à l'adjudication publique sont applicables aux marchés passés par adjudication restreinte, à l'exception des articles 4 et 10 à 12.

§ 3. Pour les marchés passés par adjudication restreinte, l'appel à la concurrence est limité aux personnes physiques ou morales, désignées par l'administration sur proposition ou après avis du conseil des adjudications.

Trois soumissionnaires au moins doivent être consultés; l'administration peut toutefois déroger à cette disposition sur avis conforme du conseil des adjudications.

§ 4. Lorsque les marchés sont passés par adjudication restreinte, l'ouverture des soumissions n'a pas lieu en séance publique; seuls les soumissionnaires sont convoqués pour la séance.

.../...

CHAPITRE IV. - DU MARCHE DE GRE A GRE.

Article 43.-

§ 1er. Sauf en ce qui concerne les marchés dont la dépense totale n'excède pas 250.000 francs, et les marchés qui doivent être tenus secrets, la décision de recourir au marché de gré à gré doit être motivée par l'administration et prise après avis du conseil des adjudications.

§ 2. Le marché de gré à gré est conclu par l'administration avec le co-contractant de son choix.

L'administration peut toutefois prescrire une procédure à suivre qui comprendrait notamment une certaine publicité.

Lorsque des motifs techniques ou esthétiques exigent des recherches particulières, l'administration peut mettre au concours entre les hommes de l'art ou les entreprises spécialisées l'établissement du projet d'un travail ou d'une fourniture; le concours peut porter à la fois sur la conception et l'exécution.

§ 3. Le marché de gré à gré résulte :

- soit d'un engagement souscrit à la suite d'un cahier des charges;
- soit d'une soumission souscrite par celui qui propose de traiter;
- soit de la correspondance, suivant l'usage du commerce.

Il peut être constaté par de simples factures pour des travaux ou fournitures dont la dépense n'excède pas 50.000 francs.

.../...

CHAPITRE V. - DES CONSEILS DES ADJUDICATIONS.

(Voir avis du Conseil d'Etat, n° L. 6043).

CHAPITRE VI. - DISPOSITIONS GENERALES.

Article 44.-

§ 1er. Après approbation des adjudications et la conclusion des marchés, il ne peut être dérogé aux clauses et conditions des devis et cahiers des charges pour changer la nature de l'entreprise ou des travaux et en modifier en conséquence le prix, que par décision motivée de l'administration prise sur avis du conseil des adjudications et avec l'accord de l'entrepreneur ou du fournisseur sauf si le cahier des charges ne requiert pas cet accord.

§ 2. Après approbation des adjudications et la conclusion des marchés, il ne peut être accordé une majoration de prix pour laquelle l'entrepreneur ou le fournisseur ne peut faire valoir un droit en vertu du contrat, ni une franchise de sa responsabilité ou une remise des amendes qu'il a encourues, que par décision motivée de l'administration prise sur avis du conseil des adjudications, et seulement en cas de force majeure ou de circonstances extraordinaires.

Article 45.-

Aussitôt qu'un marché est parvenu à un degré de réalisation donnant droit à un paiement, l'adjudicataire introduit une facture pour les services faits, accompagnée de toutes les précisions nécessaires quant à l'avancement de l'exécution du marché.

.../...

Article 46.-

Sont abrogées:

1° l'ordonnance du Gouverneur général du 1er mars 1938, mettant en vigueur le cahier général des charges, clauses et conditions imposées aux entreprises de travaux, fournitures, etc..., approuvé le 10 juin 1937;

2° l'ordonnance du Gouverneur général du 12 janvier 1953, sur les conseils des adjudications, modifiée par les ordonnances des 25 mai 1954, 9 mars 1955 et 25 avril 1956.

Article 47.-

Le présent arrêté entre en vigueur le ....

Toutefois, les marchés de travaux, de fournitures et de transport, dont la mise en adjudication a été annoncée avant cette date, restent régis par le cahier général des charges approuvé le 10 juin 1937 et par l'ordonnance du Gouverneur général du 12 janvier 1953 sur les conseils des adjudications, modifiée par les ordonnances des 25 mai 1954, 9 mars 1955 et 25 avril 1956.

Article 48.-

Notre Ministre des Colonies et le Gouverneur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministres des Colonies,

Het ontwerp strekt ertoe, de aannemingsovereenkomsten voor rekening van openbare diensten van Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi te regelen.

Volgens het verslag aan de Koning gaat het uit van de terzake in het moederland geldende regelen, die neergelegd zijn in het koninklijk besluit van 5 oktober 1955 tot regeling van de overeenkomsten betreffende de aannemingen van werken, leveringen en transporten voor rekening van de Staat.

\+

\+ \+

ALGEMENE OPMERKING.

Voor overheidsaannemingen gelden in België de artikelen 21 en 22 van de wet van 15 mei 1846 betreffende de Rijkscomptabiliteit. Artikel 21 stelt het beginsel, dat "al de kopen in naam van de Staat worden aangegaan met mededinging, met openbaarmaking en tegen een vaste prijs"; artikel 22 bepaalt in welke gevallen van dit beginsel kan worden afgeweken om onderhandse overeenkomsten te sluiten.

Ter uitvoering van deze voorschriften is het koninklijk besluit van 5 oktober 1955 uitgevaardigd. In Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi is de regeling betreffende overheidsaannemingen anders. De beginselen die aan het sluiten van aannemingsovereenkomsten ten grondslag liggen, en de desbetreffende uitvoeringsregelen, zijn tot dusver door de uitvoerende macht vastgesteld. Het ontwerp zet die traditie voort ;

.../...

de artikelen 3 en 4 regelen de wijzen waarop aannemingsovereenkomsten worden gesloten en vormen de tegenhanger van de artikelen 21 en 22 van de wet van 15 mei 1846.

Ondanks de zoëven genoemde precedenten, wil het de Raad van State voorkomen dat de regelen betreffende het sluiten van aannemingsovereenkomsten best door de koloniale wetgever worden vastgesteld. Niet alleen zullen de overheidsdiensten van Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi hoe langer hoe belangrijker overeenkomsten sluiten, maar de desbetreffende regelen zullen toepassing vinden op een steeds talrijker aantal personen en vennootschappen in Belgisch-Congo, in Ruanda-Urundi, in België en in het buitenland.

De Raad van State stelt dus voor, de regelen voor het sluiten van aannemingsovereenkomsten door de koloniale wetgever te laten stellen.

\+

\+ \+

Het belang van de beginselen betreffende het sluiten van overeenkomsten komt nog duidelijker aan het licht, nu de Regering in de toepassing van het ontwerp wil betrekken : de steden, gemeenten en inlandse gebieden en "organismen die een afzonderlijke personaliteit hebben en bij ministerieel besluit met name zijn aangeduid".

.../...

In sommige van die gevallen zal, zoals hierna zal blijken, het optreden van de koloniale wetgever raadzaam, zelfs noodzakelijk zijn.

A. Steden en gemeenten.

Het decreet van 26 maart 1957 betreffende de inrichting van de steden stelt een nieuw statuut voor steden en gemeenten vast.

Zij hebben rechtspersoonlijkheid (artikelen 1 en 2). Zij worden bestuurd door een eerste burgemeester of een burgemeester die de gemeente of de stad vertegenwoordigt die hij bestuurt (artikelen 4 en 5). De bevoegdheid van eerste burgemeester en burgemeester en van stads- en gemeenteraden is vastgesteld in tal van bepalingen van het decreet, waarop niet nader hoeft te worden ingegaan tenzij voor de voorschriften die aan steden en gemeenten een vermogensrechtelijke zelfstandigheid toekennen. Volgens artikel 25 van het decreet staan "de algemene diensten in iedere stad onder het gezag van de eerste burgemeester die de bevoegdheden ervan nader bepaalt en die zorg draagt voor de eenheid in geheel het gebied van de stad, onder meer inzake hygiëne, politie en openbare werken".

Volgens hetzelfde artikel "kan de stad onder de voorwaarden en volgens de wijze die de Gouverneur-generaal bepaalt zich met inlandse gebieden of met steden of met de Kolonie verstaan of verenigen om zaken van gemeenschappelijk belang te regelen en te beheren".

.../...

Volgens artikel 38 "kunnen twee of meer gemeenten met de machtiging van de eerste burgemeester overeenkomsten afsluiten om gemeenschappelijke belangen te dienen".

Het decreet bepaalt dat sommige belastingen alleen door steden (artikel 30), andere alleen door gemeenten (artikel 36) kunnen worden geheven. Volgens artikel 31 "verdeelt de stadsraad de opbrengst van de in de gemeenten geïnde stedelijke taksen, onder de stad en de betrokken gemeenten". Verordeningen van de stadsraad en beslissingen van gemeenteraden tot invoering van belastingen moeten aan de toezichthoudende overheid ter goedkeuring worden voorgelegd ; zij worden geacht te zijn goedgekeurd wanneer die overheid na een bepaalde termijn geen beslissing heeft genomen (artikelen 32 en 37).

Afdeling 5 van het decreet regelt het domein van steden en gemeenten; afdeling 6 de wegen.

De financiën van steden en gemeenten worden geregeld in afdeling 7. Hieruit blijkt, dat zij een eigen financiële organisatie hebben, onderscheiden van die van Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi. De begroting van steden en gemeenten bevat de gewone en de buitengewone begroting en de rekeningen voor order (artikelen 64 en 71). De eerste burgemeester of de burgemeester voert deze begrotingen uit en is er de ordonnateur van (artikelen 67 en 74). Steden en gemeenten kunnen leningen opnemen tot dekking van het tekort in de buitengewone ontvangsten ten aanzien van hun buitengewone uitgaven (artikel 61).

.../...

Zij worden gemachtigd "aandelen te nemen in maatschappijen of organismen van algemeen stedelijk belang en zich daarin te doen vertegenwoordigen voor de verdediging van hun belangen" ; zij kunnen ook leningen toestaan aan hun inwoners (artikelen 63 en 70).

Al deze voorschriften wijzen zeer duidelijk op een tendens naar oprichting van gedecentraliseerde gezagsorganen. Men kan gerust zeggen, dat het decreet van 26 maart 1957 aan steden en gemeenten een zekere vermogensrechtelijke zelfstandigheid heeft toegestaan.

Daar deze zelfstandigheid het werk is van een decreet, ware het naar het oordeel van de Raad van State raadzaam, dat ook de koloniale wetgever optreedt om deze zelfstandigheid te beperken door het ontwerp op die gezagsorganen toepasselijk te verklaren.

\+

\+ \+

B. Inlandse gebieden.

Het decreet van 10 mei 1957 geeft aan de inlandse gebieden rechtspersoonlijkheid (artikel 2). Zonder hun een even ruime vermogensrechtelijke zelfstandigheid als aan steden en gemeenten te verlenen, bevat het decreet nochtans tal van regelen waaruit blijkt, dat de koloniale wetgever ook deze gebieden heeft willen betrekken in de zoëven geschetste tendens naar bestuursdecentralisatie.

.../...

Het gebied heeft een vermogen (artikel 76), een openbaar en een privaat vermogen (artikel 78). Het heeft een begroting waarvan de Gouverneur-generaal de vorm bepaalt (artikel 79). Het heeft belastingontvangsten (artikelen 81 en volgende). Met de nodige machtiging kan het leningen opnemen, en waarborgen toestaan (artikel 85). Het opmaken van de begroting is geregeld in de artikelen 92 en 93 ;het beheer van de gebiedskas in de artikelen 94 tot 97.

Ook hier ware het dus raadzaam, dat de koloniale wetgever het nodige doet om het ontwerp op die inlandse gebieden toepassing te doen vinden.

Er moet nochtans verder worden gegaan, want naast deze vermogensrechtelijke bepalingen zijn er andere die de openbare werken betreffen. Het vaste college van het gebied is onder meer belast met "het beheer van de inkomsten, de ordonnancering van de uitgaven van het gebied en het toezicht op de comptabiliteit, de leiding van- en het toezicht op de werken die door of voor rekening van het gebied worden uitgevoerd" (artikel 63). De gebieden zijn ten bezware van hun begroting onder meer gehouden : "de door de verordeningen op de hygiëne vermelde werken uit te voeren die de bevoegde overheid nuttig acht ; de lokalen te bouwen en te onderhouden die de medische overheid, in overeenstemming met de bestuursoverheid, mocht nodig achten voor onderzoek, behandeling, opneming in een ziekenhuis, afzondering of internering van de zieken ; een of meer scholen te bouwen en te onderhouden ; in de zetel van iedere inlandse rechtbank, alsmede in de hoofdplaats van het gebied, gebouwen ten behoeve van het bestuur en het gerecht

.../...

alsmede als strafinrichting op te trekken en te onderhouden ; te zorgen voor het beheer van de verkeerswegen van plaatselijk belang, met de daarbij behorende middelen tot overschrijding van waters en moerassen ; de werken uit te voeren die ten doel hebben :

1° aanleg, bescherming en onderhoud van houtopstanden ;

2° bevloeiing, drainering en bodembehoud ;

3° uitbreiding en verbetering van weiland" (artikel 73).

Hetzelfde artikel 73 schrijft enkele regelen voor betreffende de uitvoering van deze werken :

"De gebieden zorgen voor de uitvoering van voormelde werken hetzij door een private onderneming met beroep op de concurrentie hetzij in regie.

In dit laatste geval bestaan de arbeidskrachten uit vrijwilligers en worden zij bezoldigd volgens de gewone loonstandaard van de streek.

Wanneer onvoldoende vrijwillige arbeidskrachten voorhanden zijn en het onmogelijk is de werken aan een private onderneming toe te vertrouwen, kan elke volwassen en valiede man door de inlandse overheden ertoe verplicht worden persoonlijk en tegen bezoldiging volgens de gewone loonstandaard van de streek, deel te nemen aan de in dit artikel bepaalde werken voor een periode van niet meer dan vijftien dagen, behalve wanneer de volksgezondheid dit vergt".

.../...

Ten aanzien van de in dit artikel 73 bepaalde werken is de regeling van het decreet inzake het sluiten van aannemingsovereenkomsten veel soepeler dan het ontwerp. Artikel 73 van het decreet bepaalt, dat wanneer werken aan een private onderneming worden opgedragen, daarvoor een beroep op de mededinging nodig is, het eist echter geen openbaarmaking en laat het aan het gebied over, voor elk bijzonder geval de omvang van dit beroep op de concurrentie vast te stellen en de aannemer vrij te kiezen.

Het is dus moeilijk denkbaar, dat de in dit artikel 73 bedoelde werken verder onder de regeling van dit artikel, de eventuele overige werken onder toepassing van het ontwerp zouden vallen. Ook hier is het dus geboden, dat de koloniale wetgever de matérie van de aannemingen door inlandse gebieden in haar geheel regelt.

Het decreet van 10 mei 1957 zal volgens artikel 104 in werking treden op de door de Gouverneur-generaal te bepalen datum. Tot deze datum zijn de vroegere bepalingen van toepassing op de inlandse gebieden, met name het decreet van 5 december 1933 dat herhaaldelijk is gewijzigd meer bepaald door het decreet van 29 december 1955 ten aanzien van sommige door inlandse gebieden uit te voeren werken.

Het decreet van 5 december 1933, dat aan de inlandse gebieden de rechtspersoonlijkheid verleent (artikel 21), verleende hun reeds een zekere vermogensrechtelijke zelfstandigheid door hen met sommige werken te belasten (artikelen 45 tot 48) door hen sommige eigen middelen ter beschikking te stellen (hoofdstuk VI),

.../...

door hun uitgaven en het beheer van hun kas te regelen (hoofdstukken VII en VIII). Dit is wellicht de verklaring, waarom de Gouverneur-generaal in zijn ordonnantie van 12 januari 1953 betreffende de aanbestedingsraden de inlandse gebieden niet heeft verplicht om voor hun aannemingen een openbare aanbesteding uit te schrijven (artikel 4). Deze ordonnantie schrijft gewoon voor, dat de aanbestedingsraden bevoegd zijn ten aanzien van de door deze inlandse gebieden te sluiten aannemingsovereenkomsten wanneer die gebieden hierom verzoeken.

Het ware dus ook raadzaam, dat ook als de inlandse gebieden nog enige tijd onder de gelding van het decreet van 5 december 1933 vallen, de koloniale wetgever de beslissing neemt aangaande de toepassing van het ontwerp op deze organen.

C. Organismen die een afzonderlijke personaliteit hebben.

Volgens het verslag aan de Koning worden onder "organismen die een afzonderlijke personaliteit hebben" verstaan "organismen van openbaar nut". Door de Minister van Koloniën bevoegd te verklaren om de instellingen waarop het ontwerp toepassing zal vinden, "met name aan te duiden", wil men er trapsgewijze toe komen, in een min of meer nabije toekomst "het vooropgezette doel te bereiken, te weten de algemene toepassing van de voor al de organismen of instellingen, die rechtstreeks of onrechtstreeks deelnemen in het beheer van de openbare diensten, voorgeschreven regelen " (Verslag aan de Koning, blz. 2, laatste lid).

.../...

Volgens de inlichtingen die aan de Raad van State zijn verstrekt, is het doel beperkter dan op het eerste gezicht lijkt. Het ontwerp zou alleszins geen toepassing vinden :

- op instellingen van openbaar nut, die openbare en bijzondere personen hebben opgericht om een openbare dienst te beheren ;

- op instellingen van openbaar nut, die bijzondere en voor de uitvoering van een openbare dienst erkende personen hebben opgericht.

Zelfs beperkt tot instellingen waaraan alleen openbare personen deelnemen, mist het ontwerp rechtsgrond, althans ten aanzien van sommige daarvan.

Het ontwerp kan alleen toepassing vinden op instellingen waarvan de statuten de Koning rechtstreeks of onrechtstreeks de zorg laten de wijze van sluiten van hun overeenkomsten te regelen.

Zo bijvoorbeeld kan de wet van 12 juli 1952 tot oprichting van de Dienst voor exploitatie van het koloniaal vervoer, die in artikel 2 de Koning bevoegd verklaart tot het vaststellen van de statuten van deze openbare instelling geacht worden hem te hebben gemachtigd tot het vaststellen van de regelen inzake het sluiten van aannemingsovereenkomsten.

.../...

Ook kan worden geacht dat de Koning ten aanzien van de instellingen van openbaar nut opgericht krachtens het decreet van 28 december 1888 betreffende de wetenschappelijke, religieuze, filanthropische en andere dergelijke verenigingen en instellingen, ingevolge artikel 7 zodanige bevoegdheid bezit.

Er zijn echter andere instellingen van openbaar nut die de Minister in de toepassing van het ontwerp kan betrekken, ofschoon de oprichtingsdecreten niet voorschrijven, dat de Koning regelen kan stellen ten aanzien van voorwaarden waaronder hun aannemingsovereenkomsten worden gesloten.

Naar 's Raads oordeel kan alleen de koloniale wetgever bij algemeen voorschrift de door de Minister van Koloniën met name aangewezen instellingen van openbaar nut in de toepassing van het ontwerp betrekken.

\+

\+ \+

Artikel 2.

Volgens de Franse tekst van artikel 2 van het ontwerp bepaalt het bijzonder bestek onder meer : "les adaptations apportées au cahier général des charges et exigées par la nature spéciale de l'entreprise", terwijl de Nederlandse tekst ontleent aan artikel 1 van het koninklijk besluit van 5 oktober 1955 : "de afwijkingen van de algemene aanbestedingsvoorwaarden".

.../...

De bedoeling schijnt echter te zijn, een meer beperkende formulering dan in het koninklijk besluit van 5 oktober 1955 te gebruiken want het ontwerp-verslag aan de Koning geeft de volgende toelichting :

"Indien het bijzonder bestek, naar gelang van de omstandigheden, bepaalde contractuele clausules kan aanpassen, dan mogen deze aanpassingen nochtans geen wezenlijke wijziging van deze clausules tot gevolg hebben.

Het zou inderdaad in strijd zijn met de tekst zelf van het koninklijk besluit en deze van zijn grondbeginselen ontdoen, die voor de overeenkomsten een onontbeerlijke veiligheid en eenvormigheid verzekeren, indien met een bijzonder bestek van de bij het besluit gevoegde clausules, die er de normale aanvulling van zijn, afgeweken werd.

De raad voor aanbestedingen en de hoge raad voor aanbestedingen waken over het naleven van de clausules van het koninklijk besluit en van zijn bijlagen door onder meer te eisen dat de voorgestelde aanpassingen gemotiveerd worden".

Het gaat niet op te beweren, dat afwijkingen van de bij het ontwerp gevoegde contractuele bepalingen in strijd zijn met de tekst zelf van het koninklijk besluit. Dit is des te minder waar, daar

.../...

het ontwerp "aanpassingen" en dus noodzakelijk afwijkingen van de algemene aanbestedingsvoorwaarden toestaat. Deze passus van het ontwerp-verslag aan de Koning zou zo moeten worden gewijzigd, dat het licht valt op het belang van de bij het ontwerp gevoegde administratieve, in tegenstelling tot de zuiver technische contractuele bepalingen en op de taak van de aanbestedingsraad, die er in bestaat, de bijzondere bestekken, en dus noodzakelijk ook de afwijkingen van de bij het ontwerp gevoegde bepalingen goed te keuren (ontwerp van koninklijk besluit tot oprichting van een aanbestedingsraad te Brussel, L.6043, artikel 2, A, 1°).

\+

\+ +

Het voorlaatste lid van artikel 2 zegt :

"Een bestek-type kan worden opgemaakt wanneer aannemingen van dezelfde aard meermaal het voorwerp uitmaken van aanbesteding".

Met betrekking tot dit voorschrift verklaart het verslag aan de Koning :

"Artikel 2 vermeldt eveneens de mogelijkheid om voor gelijkaardige aannemingen bestektypen op te maken. Het betreft hier een overgangsdocument van de algemene aanbestedingsvoorwaarden tot het bijzonder bestek, dat in de praktijk het laatste kan vervangen".

.../...

Het type-bestek kan het bijzonder bestek wel in een zekere mate, maar niet geheel vervangen ; dit laatste moet immers sommige punten die aan elke aanneming eigen zijn, vaststellen, bijvoorbeeld de punten genoemd onder a en c van artikel 2, 2°. Het ware dus verkieslijk, na het verslag aan de Koning dienovereenkomstig te hebben gewijzigd, het voorlaatste lid van artikel 2 te lezen als in het koninklijk besluit van 5 oktober 1955 :

"Het bijzonder bestek mag verwijzen naar type-bestekken of naar technische voorschriften die bepalingen betreffende sommige typen van aannemingen bevatten".

\+
\+ +

Artikel 3.

Volgens artikel 3 worden leveringen van ten hoogste 500.000 frank alsook werken en transporten voor ten hoogste 10 millioen frank uitsluitend in Belgisch-Congo of Ruanda-Urundi openbaargemaakt. Het artikel zegt echter niet, hoe deze bedragen zullen worden vastgesteld.

Naar aan de Raad van State is medegedeeld, zou de aanbesteding tegelijk in België en in Belgisch-Congo of Ruanda-Urundi dan wel alleen in Belgisch-Congo of in Ruanda-Urundi plaats hebben, naar gelang van de raming, die het bestuur van de overeenkomst heeft gemaakt; daar deze beoordeling verkeerd kan uitvallen, ware het wenselijk de procedure terzelfder tijd in België en in Belgisch-Congo of in Ruanda-Urundi te voeren wanneer de laagste regelmatige inschrijving meer dan 20 t.h. hoger ligt dan de in artikel 3 genoemde grensbedragen.

.../...

Om tegemoet te komen aan de bedoeling van de Regering, dient artikel 3,1, op verschillende plaatsen te worden gewijzigd, zoals in de onderstaande tekst is gedaan.

+
+ +

Artikel 4.

Volgens artikel 4, A, 1°, kan een beperkte openbare aanbesteding worden uitgeschreven voor "overeenkomsten voor een bedrag van 500.000 frank of minder". Volgens artikel 4, B, 1°, kan een onderhandse overeenkomst worden gesloten wanneer "het bedrag ervan 250.000 frank of minder bedraagt".

Daar de Regering de bedoeling heeft, voor de vaststelling van deze som het bedrag van de inschrijvingen en niet de ramingen van het bestuur in aanmerking te doen nemen, wordt voorgesteld, een andere formulering te gebruiken, naar het voorbeeld van artikel 22, 1°, van de wet van 15 mei 1846 : "waarvoor de totale uitgave niet hoger is dan ...".

+
+ +

In het ontwerp zijn de regelen in verband met de procedure van de beperkte aanbesteding niet duidelijk genoeg geformuleerd.

Naar aan de Raad van State is medegedeeld, wil de Regering de regelen van de openbare aanbesteding op de beperkte aanbesteding toepassen, met uitzondering van die welke betrekking hebben op de mededinging. Dit zou met zoveel woorden moeten worden gezegd, want op grond van het verslag aan de Koning kan dit beginsel in twijfel worden getrokken (zie meer bepaald blz. 6, tweede lid).

+

+ +

Volgens het ontwerp van koninklijk besluit tot oprichting van een aanbestedingsraad te Brussel (L.6043) heeft die raad onder meer tot taak :

"Aan de aanbestedende overheid de keuze voor te stellen of goed te keuren van de physische of morele personen die worden toegelaten om aan de beperkte aanbestedingen deel te nemen; advies uit te brengen over de ontwerpen van beslissing, geen beroep te doen op de openbare aanbesteding ...".

In het ontwerp-verslag aan de Koning wordt anderzijds verklaard, dat "de aanbestedende overheid slechts een beroep mag doen op het afwijkend procédé inzake het sluiten van een overeenkomst voor zover zij de noodzakelijkheid van dergelijke afwijking verantwoordt" (blz.5, alinea 5). Artikel 4, B, dat betrekking heeft op de onderhandse overeenkomst, schrijft voor, dat een zodanige afwijking moet worden gemotiveerd.

Terwille van de overeenstemming tussen artikel 4, A, en het ontwerp tot oprichting van de aanbestedingsraad, en om in de lijn te blijven van de bedoelingen die in het ontwerp-verslag aan de Koning worden geformuleerd, behoort dit artikel 4, A, zo te worden gewijzigd, dat het de evengenoemde regelen bevat.

\+

\+ \+

.../...

Volgens artikel 4, B, kan een onderhandse overeenkomst onder meer worden gesloten :

"4° voor de aankoop van een onroerend goed ...".

Aankoop van een onroerend goed is geen aanneming van werken, leveringen of transporten; dit geval, ook al was het geregeld in artikel 4, 4° van de ordonnantie van de Gouverneur-generaal van 12 januari 1953, hoort niet thuis in het onderhavige ontwerp.

\+

\+ \+

Volgens ditzelfde artikel 4, B, kan een onderhandse overeenkomst worden aangegaan :

"6° voor de aankoop van voorwerpen waarvan de vervaardiging uitsluitend voorbehouden is aan uitvinders met brevet".

Het decreet van de Souvereine Vorst van 29 oktober 1886 onderscheidt, naar het voorbeeld van de terminologie van de Belgische octrooiwet van 24 mei 1854, drie soorten octrooien : uitvindings-, invoer- en verbeteringsoctrooien.

Artikel 4, B, 6°, moet dus zo worden aangevuld dat - hetgeen immers de bedoeling van de Regering is - een onderhandse overeenkomst kan worden aangegaan voor voorwerpen die uitsluitend door houders van deze onderscheiden octrooien kunnen worden vervaardigd.

.../...

+

+ +

Volgens ditzelfde artikel 4, B, kan een onderhandse overeenkomst worden gesloten :

"10° die het bestuur zelf uitvoert of doet uitvoeren in naam van de nalatige aannemers en op risico van deze laatste".

De regel, dat deze aannemingen uitgevoerd zullen worden op risico van de in gebreke blijvende aannemers, is vreemd aan de in het ontwerp neergelegde regeling, die namelijk betrekking heeft op het sluiten van overheidsaannemingen. Hij moet dus in artikel 4, B, wegvallen. Overigens is hij voor aannemingen van werken, meer bepaald in artikel 48, en voor de aannemingen van leveringen in artikel 66 van de bij het ontwerp gevoegde algemene aanbestedingsvoorwaarden neergelegd.

+

+ +

Volgens dit artikel kan tenslotte onderhands worden aangegaan de overeenkomst :

"13° waar het normaal spel van de mededinging bemoeilijkt wordt door de staat van de markt of de wetgeving op de prijzen".

.../...

De Regering wil onder het begrip "staat van de markt" ook brengen de afspraken onder producenten of verkopers; dit zou best met zoveel woorden worden gezegd.

\+

\+ \+

Volgens artikel 2, A, van het ontwerp van koninklijk besluit tot oprichting van de aanbestedingsraad te Brussel (L.6043) heeft die raad onder meer tot taak :

"9° advies uit te brengen over de ontwerpen van beslissing, geen beroep te doen op de openbare aanbesteding...".

Het voorlaatste lid van artikel 4, B, van het ontwerp, dat met dit advies geen rekening houdt, moet worden aangevuld, zodat overeenstemming tussen beide ontwerpen tot stand komt.

\+

\+ \+

De laatste twee leden van artikel 4, B, hebben betrekking op de voorafgaande procedure en moeten dus overgebracht worden naar hoofdstuk IV van het ontwerp, waar de onderhandse overeenkomst wordt behandeld.

.../...

Artikel 5.-

Door in hoofdstuk II, dat handelt over de verschillende wijzen waarop overeenkomsten worden gesloten, plaats te geven aan een afdeling 3 : "Aanbesteding op coëfficiënten en aanbestedingswedstrijd", wekt men de schijn dat, naast de openbare aanbesteding, de beperkte aanbesteding en de onderhandse overeenkomst, nog op twee andere wijzen overeenkomsten kunnen worden gesloten.

Het verslag aan de Koning schijnt dezelfde stelling te huldigen :

"Het besluit regelt ook twee wijzen van sluiten van de overeenkomsten : de aanbesteding op coëfficiënten en de aanbestedingswedstrijd, waarvan tot dusver, zo niet in de praktijk, althans in de reglementering geen gewag werd gemaakt" (blz. 5, alinea 7).

Daarentegen verklaart het verslag aan de Koning, dat de aanbesteding op coëfficiënten moet worden beschouwd "als een variante en niet als een afwijking van de openbare aanbesteding"; ook dat bij de "wedstrijd" "een grondbeginsel van de onderhandse overeenkomst wordt toegepast : de vrije keuze van de contractant door het bestuur" (verslag aan de Koning, blz. 6, alinea 1).

In werkelijkheid betekent het uitschrijven van "een wedstrijd" voor een aanneming , dat de mededingers niet alleen naar hun financieel aanbod maar ook naar hun technische voorstellen zullen worden beoordeeld. Kunnen deze technische voorstellen volgens rekenkundige grondslagen worden beoordeeld, dan heeft men met een (openbare of beperkte) aanbesteding te doen en zal

.../...

de aannemer worden aangewezen volgens de uitkomst van de combinatie van prijs- en kwaliteitscoëfficiënten. Is dit niet het geval en blijven de technische voorstellen ter subjectieve beoordeling van het bestuur, dan is er een onderhandse overeenkomst (FLAMME "Les marchés de l'administration", nrs 34 tot 37 - de Grand'Ry en Flamme "Praktische kommentaar bij het Nieuw Algemeen Lastkohier en het koninklijk besluit van 5 oktober 1955 tot regeling van de overeenkomsten voor rekening van de Staat", nrs 43 tot 49, meer bepaald nrs 48 en 49).

Er is dus geen reden om een afzonderlijke afdeling van hoofdstuk II van het ontwerp of zelfs een afzonderlijk artikel te wijden aan de aanbesteding op coëfficiënten en aan de aanbestedingswedstrijd. De verschillende voorschriften van artikel 5 van het ontwerp moeten dan ook naar andere artikelen worden overgebracht.

Artikel 5, A, 1°, volgens hetwelk met kwaliteitscoëfficiënten rekening mag worden gehouden bij de keuze van de aannemer wanneer de technische verdienste op objectieve wijze kan worden beoordeeld, is gewoon een bijzondere regel in verband met de aanwijzing van de aannemer : het hoort dus thuis in artikel 35 van het ontwerp.

De overige bepalingen van artikel 5, A, moeten naar andere artikelen worden overgebracht : 3°, eerste lid, naar artikel 2 van het ontwerp, betreffende het bijzonder bestek; 4° naar artikel 30 van het ontwerp, betreffende het openen van de inschrijvingsbiljetten.

.../...

In artikel 5, A, staat nog een minder juiste bepaling.

Volgens 3°, tweede lid, "moet de neerlegging van de ontwerpen en monsters gedaan worden met de neerlegging van de inschrijvingen". Deze regel is niet dienstig, want om de aan de ontwerpen en monsters vóór het openen van de inschrijvingsbiljetten toegekende kwaliteitscoëfficiënten te kunnen voorlezen - zoals artikel 5 onder 4° voorschrijft -, is het noodzakelijk dat deze ontwerpen en monsters zijn neergelegd vóór de inschrijvingen, binnen de volgens artikel 5, 3°, eerste lid, in het bijzonder bestek gestelde termijn, en dat zij de aldaar bepaalde proefnemingen reeds hebben kunnen ondergaan.

Artikel 5, 3°, tweede lid, moet dus vervallen.

\+

\+ \+

De normale plaats voor artikel 5, B, is in artikel 42 van het ontwerp, dat handelt over de onderhandse overeenkomst.

.../...

Artikelen 6 tot 10.

De artikelen betreffende de vaste aannemingssom vormen de eerste afdeling van hoofdstuk III, dat over de procedure van de openbare aanbesteding handelt.

De regels van de vaste aannemingssom zullen dus alleen toepassing vinden op openbare en beperkte aanbestedingen, en niet op onderhandse overeenkomsten. Het lijkt normaal dat het bestuur zich voor deze laatste categorie van overeenkomsten niet wenst te binden door zo strakke bepalingen als in deze afdeling zijn neergelegd. Ook in het koninklijk besluit van 5 oktober 1955 tot regeling van de aannemingen van werken, leveringen en transporten voor rekening van de Staat, vinden de regels van de vaste aannemingssom hun plaats in het hoofdstuk betreffende de openbare aanbestedingen.

Heeft de Regering werkelijk die bedoeling, dan dient een wijziging te worden aangebracht in het verslag aan de Koning, waarin een zin laat veronderstellen dat de regels van de vaste aannemingssom ook bij onderhandse overeenkomsten moeten worden toegepast. Het verslag zegt immers :

"De absolute aannemingssom vormt een grondbeginsel niet alleen van de overeenkomsten, gesloten ingevolge een (openbare of beperkte) aanbesteding, maar eveneens van de onderhandse overeenkomsten."
Deze zin moet zo worden gewijzigd dat er uit blijkt, dat de vaste aannemingssom een bestanddeel van de onderhandse overeenkomst kan zijn, maar niet altijd noodzakelijk is.

\+

\+ \+

.../...

Artikel 6, tweede lid, van het ontwerp bepaalt :

"Het absoluut karakter van de aanneming belet de toepassing van de herzieningsclausules niet die de aannemer moeten beschermen tegen de risico's van economische of sociale aard."

Het verslag aan de Koning licht deze bepaling als volgt toe :

"De herzieningsclausules zijn sedert lang reeds in de praktijk aanvaard, maar tot nogtoe ontbrak hun een reglementaire basis. Zij hebben tot doel de aannemer te beschermen tegen de risico's, die niet bepaald van technische aard zijn. In een periode van onstandvastigheid der prijzen en van economische reglementering, zou de absolute aannemingssom zonder beperkingen, zoals men het enkele tientallen jaren geleden kon opvatten, de lasten van de contractanten in zulke mate bezwaren, dat dezen zich zouden genoodzaakt zien, er bij het vaststellen van hun prijzen mee rekening te houden, hetgeen ten nadele van het bestuur zou uitvallen. De prijsherzieningsclausule heeft tot gevolg, de toepassing van het principe van de absolute aannemingssom aldus billijker te maken".

Herzieningsclausules zijn opgenomen in de artikelen 13 en 44 van het bij het ontwerp gevoegde algemeen bestek.

Volgens de Regering moeten de herzieningsclausules niet alleen de aannemer, maar ook het bestuur beveiligen tegen de variaties van de verschillende prijsbepalende factoren; artikel 6, tweede lid, moet in die zin worden aangevuld.

\+

\+ \+

.../...

Volgens de bedoeling van de Regering, zoals die onder meer blijkt uit artikel 42 van het bij het ontwerp gevoegde algemeen bestek, kan het bestuur de overeenkomsten tegen absolute aannemingssom, waarop artikel 7 van het ontwerp betrekking heeft, niet eenzijdig wijzigen.

De rechtsleer schijnt dezelfde zienswijze te zijn toegedaan. (Flamme, op. cit., nr 96bis; de Grand'Ry en Flamme, op. cit., nr 52).

Is dit werkelijk de bedoeling van de Regering, dan is de definitie van de overeenkomst met relatieve aannemingssom, die artikel 8 van het ontwerp geeft, nauwkeuriger dan die welke te vinden is in artikel 8 van het koninklijk besluit van 5 oktober 1955 tot regeling van de overeenkomsten betreffende de aannemingen van werken, leveringen en transporten voor rekening van de Staat, welk artikel als kenmerk van de overeenkomst met relatieve aannemingssom niet vermeldt, dat het bestuur de overeenkomst eenzijdig kan wijzigen, maar wel hoe de prijs van die wijzigingen wordt berekend.

\+

\+ \+

Artikel 11.

Artikel 11 van het ontwerp zegt dat de aanbestedingen behalve in verschillende officiële bladen, ook kunnen worden bekendgemaakt "met behulp van alle andere middelen die ter beoordeling van het bestuur staan, zonder dat het noodzakelijk zij, in dit laatste

.../...

geval, de termijnen voorzien bij artikel 13 na te leven."

De Regering heeft niet de bedoeling artikel 13 overbodig te maken ingeval het bestuur oordeelt, ook andere publicatiemiddelen dan aankondiging in officiële bladen te moeten gebruiken; de bepaling moet zo worden verstaan, dat bekendmaking anders dan in officiële bladen geen invloed heeft op de in artikel 13 bedoelde termijn.

De bepaling moet worden geprecisеerd.

\+

\+ \+

Artikel 15.

Volgens artikel 15, B, 3°, moet de inschrijving bevatten :

"de vermeldingen betreffende de inschrijving in het handelsregister, en op de lijst van de erkende aannemers, wanneer de aan te besteden werken erkenning vereisen".

Zoals in het verslag aan de Koning (blz. 7) wordt opgemerkt, veronderstelt zodanige bepaling, dat de erkenning der aannemers geregeld is. Zolang geen teksten die erkenning regelen, heeft artikel 15, B, 3°, geen rechtsgevolg, zodat het dient te vervallen.

\+

\+ \+

.../...

Artikel 18.

Dit artikel bepaalt : "Naar gelang het geval, moet de inschrijver voor de onderneming van werken woonplaats kiezen in België, Belgisch-Congo of Ruanda-Urundi".

Eist de Regering, dat niet alleen de aannemer na het sluiten van de overeenkomst, maar ook alle inschrijvers woonplaats kiezen, dan dient nader te worden bepaald dat die woonplaats moet zijn de plaats waar de inschrijving wordt ingediend.

\+

\+ \+

Artikel 25.

Artikel 25, tweede lid, van het ontwerp bepaalt : "De inschrijvingen die niet in een van de nationale talen zijn opgesteld, kunnen afgewezen worden".

Krachtens zodanige bepaling kan het bestuur zelfs de meest voordelige offertes afwijzen om taalredenen.

Die willekeurige macht strookt niet met de geest van het ontwerp dat weliswaar aan het bestuur waarborgen biedt, maar die waarborgen ook tot de inschrijvers uitbreidt, met name door de automatische aanwijzing van de aannemer.

.../...

Om in die lijn te blijven, wordt voorgesteld artikel 25, tweede lid, te schrappen, en bij het begin van de afdeling een artikel in te voegen volgens hetwelk "de inschrijving moet worden opgesteld in een der talen die het bijzonder bestek gebruikt of toestaat te gebruiken".

\+

\+ \+

Artikel 30.

Dit artikel geeft een opsomming van de verrichtingen waartoe achtereenvolgens moet worden overgegaan tijdens de zitting voor het openen der inschrijvingsbiljetten.

In tegenstelling tot artikel 29 van het koninklijk besluit van 5 oktober 1955, dat bepaalt, dat de ter zitting afgegeven inschrijvingsbiljetten en intrekkingsbrieven in de bus worden gestoken zodra de zitting geopend is, zegt het ontwerp dat dit geschiedt vóór de opening van de zitting.

Het is niet duidelijk waarom hier een andere procedure wordt gevolgd, die de inschrijvers kan misleiden; bovendien is in de ontworpen procedure het indienen van naar de zitting meegebrachte inschrijvingsbiljetten en intrekkingsbrieven niet openbaar. Derhalve wordt voorgesteld, de bepalingen van artikel 29 van het koninklijk besluit van 5 oktober 1955 mutatis mutandis, over te nemen.

\+

\+ \+

.../...

Volgens artikel 30, 1°, moet de bus met de reeds ontvangen inschrijvingsbiljetten en intrekkingsbrieven in de zittingszaal worden neergezet door "de door het bestuur aangeduide persoon die de opneming van de offertes voorzit".

Het ontwerp van koninklijk besluit tot oprichting van de aanbestedingsraad te Brussel (L. 6043) bepaalt :

"De zittingen voor het openen van de inschrijvingen worden voorgezeten door één enkel lid van de raad, bijgestaan door een of meer bijzitters aangesteld door de voorzitter".

Niet het bestuur wijst dus degene aan die de zitting voor het openen van de inschrijvingen voorzit, wel de voorzitter van de aanbestedingsraad, die hiervoor een lid van die raad neemt.

Artikel 30, 1°, moet dus worden gewijzigd opdat het in overeenstemming komt met het ontwerp van koninklijk besluit tot oprichting van de aanbestedingsraad te Brussel.

+

\+ +

Artikel 31.

Artikel 31 van het ontwerp bepaalt niet, zoals artikel 31 van het koninklijk besluit van 5 oktober 1955, dat de offertes van de inschrijvers in het proces-

.../...

verbaal van de zitting van het openen der inschrijvingsbiljetten worden opgetekend. Dit is klaarblijkelijk uit het oog verloren, want vermelding van de offertes in dit officieel stuk kan niet worden gemist. Artikel 31 moet dus worden aangevuld.

+

+ +

Artikel 32.

Artikel 32 bepaalt :

"Vóór de aanwijzing van de aannemer, en behalve voor de overeenkomsten met aannemingssom, verbetert het bestuur, na de rekenkundige bewerkingen van de inschrijvers te hebben nagezien, eventueel de daarin ontdekte fouten en stelt het de inschrijvingssom vast zoals die uit de verbetering van de fouten volgt, zonder dat het bestuur voor andere niet ontdekte fouten aansprakelijk is".

Ook artikel 32 van het koninklijk besluit van 5 oktober 1955 tot regeling van de overeenkomsten betreffende de aannemingen van werken, leveringen en transporten voor rekening van de Staat bepaalt voor de overeenkomsten in het moederland, dat het bestuur de rekenkundige bewerkingen van de inschrijvers naziet en de daarin ontdekte fouten verbetert. Het ontwerp voert echter iets nieuws in : het bestuur mag de fouten in de rekenkundige bewerkingen van de inschrijvers niet verbeteren wanneer het overeenkomsten met aannemingssom betreft. Volgens het verslag aan de Koning mogen alleen de inschrijvingsbiljetten betreffende overeenkomsten volgens prijslijst en de posten volgens prijslijst van de gemengde overeenkomsten worden verbeterd.

.../...

De verbetering mag niet slaan op de eenheidsprijzen, die vaste prijzen zijn, maar alleen op de vermenigvuldiging van de eenheidsprijzen met de vermoede kwantiteit van de werken, leveringen of prestaties, en op de optelling van de verschillende posten van de opmeting; de uitkomst van al die bewerkingen stelt het bestuur in staat de aannemer aan te wijzen.

De beginselen zelf die aan het ontwerp ten grondslag liggen en die steunen op de verplichting de overeenkomsten bij aanbesteding te sluiten, behalve in uitdrukkelijk bepaalde gevallen, eisen dat rekenfouten in de inschrijvingsbiljetten worden verbeterd. Wordt geen verbetering aangebracht, dan kan dit leiden tot overtreding van de regel volgens welke de aanbesteding moet worden toegewezen aan de inschrijver die de laagste offerte heeft gedaan, en dus van het beginsel zelf van de gelijkheid onder de inschrijvers.

Juist opdat deze door het ontwerp gehuldigde beginselen worden nageleefd, moet het bestuur de fouten welke het ontdekt niet alleen kunnen verbeteren, maar moet het verplicht zijn dit te doen; het is niet wel denkbaar, dat het bestuur verbeteringen, die het terecht of ten onrechte meent te moeten aanbrengen, inderdaad aanbrengt in een bepaald inschrijvingsbiljet maar niet in een ander. Het ontwerp zou dus het bestuur moeten verplichten tot het nazien van de inschrijvingsbiljetten en het verbeteren van eventuele rekenfouten.

Het verslag aan de Koning spreekt zichzelf tegen waar het op de ene plaats zegt dat het bestuur "zich het recht voorbehoudt de rekenkundige fouten ... te verbeteren", en elders dat dit gebeurt "ten einde

.../...

de offerten hun juiste betekenis te geven en een doelmatige vergelijking, de enige waarborg voor de gelijkheid tussen de mededingers, mogelijk te maken".
Deze redenen veronderstellen, niet dat het bestuur rekenfouten mag, maar dat het ze moet verbeteren.

Het gaat niet op, het bestuur tot het verbeteren van fouten te verplichten en het anderzijds van zijn aansprakelijkheid voor de gevolgen van niet ontdekte fouten te ontheffen. Dergelijke ontheffing van aansprakelijkheid is bovendien onwerkzaam : de rechtbanken hebben over zulk een aansprakelijkheid te oordelen met inachtneming overigens van de omstandigheden van elk geval (en inzonderheid met de eventuele gedeeltelijke aansprakelijkheid van de inschrijver-aannemer voor vergissingen die hij zelf mocht hebben begaan). In artikel 32 dient dus de bepaling inzake ontheffing van aansprakelijkheid te vervallen.

De Raad van State stelt een tekst voor die met deze opmerkingen rekening houdt.

\+

\+ \+

Artikel 34.

Dit artikel luidt :

"Na de procedure van aanbesteding heeft de bevoegde overheid het recht de aanbesteding niet toe te wijzen, bij voorkomend geval een nieuwe aanbesteding uit te schrijven of elke andere maatregel, die zij nuttig oordeelt in het belang van de Staat, te treffen".

.../...

Volgens het verslag aan de Koning (blz. 8) mag die andere maatregel alleen bestaan in het sluiten van een onderhandse overeenkomst op voorwaarde dat men zich bevindt in een van de gevallen bedoeld in artikel 4, B, van het ontwerp en inzonderheid in een van de gevallen bedoeld onder 7° en 8° van die bepaling. In artikel 34 van het ontwerp moet het gedeelte worden weggelaten waaruit zou kunnen worden afgeleid, dat het bestuur in het aldaar bedoelde geval vrij zou kunnen beslissen de overeenkomst te sluiten op de wijze die het in het belang van de gemeenschap nuttig oordeelt.

\+

\+ \+

Artikel 35.

Dit artikel van het ontwerp stelt de regels vast voor de keuze van de aannemer.

Door te bepalen, dat dit artikel niet alleen voor openbare, maar ook voor beperkte aanbesteding toepassing vindt, kan het ontwerp de opvatting ingang doen vinden dat de overige bepalingen betreffende de openbare aanbesteding niet van toepassing zijn op de beperkte. Zoals bij artikel 4, A, is gezegd verdient het aanbeveling, vermits dit de bedoeling van de Regering is, .. in het algemeen de bepalen, dat de regels betreffende de openbare aanbesteding, behoudens uitzondering, ook toepassing vinden op de beperkte aanbesteding.

\+

\+ \+

.../...

Uit het verslag aan de Koning blijkt, dat het ontwerp een soortgelijke bepaling wil invoeren als die van artikel 35 van het koninklijk besluit van 5 oktober 1955, door de aanbesteding aan de laagstbiedende toe te wijzen. Voor de duidelijkheid van een zo gewichtige tekst verdient het dan ook aanbeveling, dit rechtstreeks te zeggen zonder er eerst op te wijzen dat "de laagste prijs met de voordeligste is geassimileerd".

\+

\+ +

Ingeval de aanbesteding volgens coëfficiënten geschiedt, moet het bestuur voor de vaststelling van de laagste prijs rekening houden met de in uitzicht gestelde combinatie tussen kwaliteits- en prijscoëfficiënten. Het is misschien niet volstrekt noodzakelijk, dit geval in artikel 35, derde lid, te behandelen, vermits deze coëfficiënten per definitie berekenbaar zijn ; het ware nochtans raadzaam het wel te doen, want de toepassing van die coëfficiënten heeft niet noodzakelijk invloed op de "uitgaven welke het bestuur met zekerheid zal moeten dragen".

\+

\+ +

De afwijking van de toewijzing aan de laagstbiedende moet, zoals in het koninklijk besluit van 5 oktober 1955, ook toepassing vinden in de gevallen bedoeld onder 2° en 3° van artikel 35; van deze mogelijkheid tot afwijking dient melding te worden gemaakt na het 3° van dit artikel.

\+

\+ +

.../...

Terwille van de overeenstemming tussen artikel 35, 1, tweede lid, en het ontwerp van koninklijk besluit tot oprichting van de aanbestedingsraad te Brussel (L. 6043), dient te worden bepaald, dat de aanbestedingsraad niet om advies hoet worden verzocht wanneer hij de in dat lid bedoelde afwijking zelf heeft voorgesteld.

\+

\+ \+

Artikel 36.

Artikel 41 van het ontwerp handelt over het geval, dat van de beslissing tot aanwijzing van de aannemer geen kennis is gegeven binnen de in artikel 39 bepaalde termijn; in artikel 36 hoeft daarover dus niet te worden gesproken.

\+

\+ \+

Artikel 39.

Dit artikel zegt :

"Het bestuur moet de aannemer, aan wie de aanbesteding is gegund, van zijn beslissing kennis geven, binnen een termijn vastgesteld op dertig kalenderdagen". Aangezien alle dagen kalenderdagen zijn, is het niet duidelijk waarom dit moet worden gezegd. Wordt hiermede bedoeld dat de "dies ad quem" meetelt, zelfs wanneer dit een zondag of feestdag is, dan moet dit uitdrukkelijk worden gezegd.

\+

\+ \+

.../...

Artikel 43.

Dit artikel neemt een bepaling over van artikel 44 van het koninklijk besluit van 5 oktober 1955, met enige wijzigingen welke het verslag aan de Koning (blz. 10 en 11) verantwoordt op grond van de eisen van de administratieve praktijk.

Dit artikel gaat uit van twee verschillende gedachten die beter tot uiting zouden komen in afzonderlijke paragrafen.

Enerzijds volstaat een gemotiveerde beslissing van de aanbestedende overheid om sommige bepalingen en voorwaarden van de bestekken en aanbestedingsvoorwaarden te wijzigen. Er moge nochtans worden opgemerkt dat, krachtens de beginselen van het burgerlijk recht zelf, de aannemer zijn instemming moet betuigen, behoudens wanneer de aanbestedingsvoorwaarden dit niet eisen.

Anderzijds kan het bestuur geen prijsverhoging, ontheffing van aansprakelijkheid of kwijtschelding van geldboeten toestaan dan bij gemotiveerde beslissing, en alleen in geval van overmacht of van buitengewone omstandigheden. In dit tweede gedeelte van artikel 43 gaat het tenslotte veeleer om schadeloosstelling.

+

\+ +

.../...

Artikel 2 van het ontwerp van koninklijk besluit tot oprichting van de aanbestedingsraad te Brussel zegt dat de raad onder meer tot opdracht heeft :

"7° advies uit te brengen en voorstellen te doen betreffende de afwijkingen van de clausules en voorwaarden van de bestekken en aanbestedingsvoorwaarden na de goedkeuring en het sluiten van de overeenkomsten, en namelijk omtrent het kwijtschelden van de boeten in geval van buitengewone omstandigheden".

Dit lijkt wel een substantiële formaliteit te zijn, aangezien hetzelfde artikel 2 bepaalt, dat de aanbestedende overheid haar beslissing moet motiveren indien zij het advies of het voorstel van de aanbestedingsraad niet volgt.

Tenzij de Regering niet de bedoeling zou hebben aan die raden opdracht te geven, te adviseren over de voorstellen tot afwijking, waarvan sprake in het eerste gedeelte van artikel 43, dient te worden bepaald dat in beide aldaar bedoelde gevallen dit advies moet worden gevraagd vooraleer een beslissing wordt genomen.

\+

\+ \+

Artikel 44.

Artikel 42 van het ontwerp bepaalt onder meer, dat de onderhandse overeenkomst kan blijken "uit de briefwisseling volgens de handelsgebruiken" en dat

.../...

"zij kan worden vastgesteld in eenvoudige facturen, voor werken of leveringen met een uitgave van ten hoogste vijftig duizend frank".

Het is dus overbodig in artikel 44 te bepalen dat "de toepassing van dit besluit mag worden afgewend, voor overeenkomsten van een bedrag dat lager is dan 50.000 frank".

Dit artikel dient te vervallen.

\+ +

Artikel 45.

In zijn huidige vorm beantwoordt dit artikel niet aan de bedoelingen die in het verslag aan de Koning (blz. 11) te kennen zijn gegeven.

Volgens dit verslag "houdt artikel 45 het beginsel in van de betaling van de prijs der werken of leveringen na gepresteerde dienst en met voorschotten". Krachtens deze bepaling "is het betalen van een voorschot bij de bestelling verboden".

Het is niet nodig zulk een beginsel te bevestigen; het is immers neergelegd in de artikelen 11 en 16 van het koninklijk besluit van 18 december 1951 houdende reglement op de openbare comptabiliteit van de Kolonie.

Door te bepalen dat de aannemer een factuur moet indienen niet alleen zodra de werken of leveringen zover zijn gevorderd dat recht op een betaling wordt

.../...

verkregen, maar ook "op de eventueel voorziene vervaldagen", schijnt het ontwerp echter af te wijken van het beginsel dat het zou willen toepassen; het is immers mogelijk dat met de werken of leveringen nog geen aanvang is gemaakt "op de voorziene vervaldagen".

Moet het beginsel van de artikelen 11 en 16 van het koninklijk besluit van 18 december 1951 niet worden overgenomen in het ontwerp, dan heeft artikel 45 alleen tot doel facturen te eisen, opdat aan de hand daarvan de juiste stand van de werken of leveringen kan worden nagegaan.

+

\+ +

.../...

I.- Bepalingen welke de Raad van State voorstelt in een decreet op te nemen.

Artikel 1.-

Dit decreet vindt toepassing op overeenkomsten tot aanneming van werken, leveringen en transporten, gesloten:

1° namens Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi;

2° (bepaling betreffende steden, gemeenten en inlandse gebieden - zie algemene opmerking vooraan in het advies);

3° (bepaling betreffende instellingen met eigen rechtspersoonlijkheid - zie algemene opmerking vooraan in het advies).

Artikel 2.-

De overeenkomsten tot aanneming van werken, leveringen en transporten, waarvoor dit decreet geldt, worden gesloten op openbare aanbesteding, behoudens de in de volgende artikelen bepaalde uitzonderingen.

De procedure van de openbare aanbesteding omvat een algemeen beroep op de mededinging en regelen betreffende openbaarheid en vorm, welke de Koning vaststelt.

Artikel 3.-

De volgende overeenkomsten kunnen bij wege van beperkte aanbesteding worden gesloten :

1° overeenkomsten voor een totale uitgave van ten hoogste 500.000 frank;

2° overeenkomsten waarvan de uitvoering alleen kan worden opgedragen aan kunstenaars, aannemers of leveranciers die bijzondere technische, financiële en beroepswaarborgen bieden.

De procedure van de beperkte aanbesteding omvat een beperkt beroep op de mededinging en regelen betreffende openbaarheid en vorm, welke de Koning vaststelt.

Artikel 4.

De volgende overeenkomsten kunnen onderhands worden gesloten :

1° overeenkomsten voor een totale uitgave van ten hoogste 250.000 frank;

2° overeenkomsten voor bijkomende leveringen of werken die om technische redenen niet van de hoofdaanneming kunnen worden losgemaakt en waarvoor de uitgave niet meer bedraagt dan 20 t.h. van de hoofdaanneming;

3° overeenkomsten die wegens de omstandigheden geheim moeten worden gehouden; de noodzaak van geheimhouding moet op een bijzonder verslag van het bestuur worden vastgesteld door de Minister van Koloniën, de Gouverneur-generaal van Belgisch-Congo of de Vice-gouverneur-generaal van Ruanda-Urundi, naar gelang van het geval;

4° overeenkomsten voor levering van een zaak waarvan slechts één exemplaar bestaat, of voor de uitvoering van werken met kunstkarakter;

.../...

5° overeenkomsten voor aankoop van voorwerpen waarvan een firma het verkoopmonopolie heeft;

6° overeenkomsten betreffende zaken die alleen kunnen worden vervaardigd door houders van een uitvindings-, verbeterings- of invoeroctrooi;

7° overeenkomsten waarvoor bij aanbesteding geen of waarvoor slechts onaanvaardbare offerten zijn gedaan;

8° overeenkomsten waartoe onvoorziene omstandigheden aanleiding hebben gegeven zodat wegens de spoed de aanbestedingstermijnen niet kunnen worden nageleefd;

9° overeenkomsten die het bestuur zelf doet uitvoeren in de plaats van in gebreke blijvende aannemers;

10° overeenkomsten voor werken en leveringen die slechts bij wijze van proef of studie worden verricht;

11° overeenkomsten voor leveringen welke wegens hun bijzondere aard en bestemming moeten worden gekocht of gekozen ter plaatse waar ze worden voortgebracht of verdeeld;

12° overeenkomsten waarvoor het normale spel van de mededinging gehinderd wordt door de stand van de markt, door verstandhouding onder producenten of verkopers of door de prijzenwetgeving.

Bepalingen betreffende de uitsluiting van aannemers en leveranciers van overheidsaannemingen (zie advies van de Raad van State nr L. 6043).

.../...

II. Bepalingen welke de Raad van State voorstelt, in een koninklijk besluit op te nemen.

Koninklijk besluit houdende regeling van overheidsovereenkomsten tot aanneming van werken, leveringen en transporten.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op het decreet van ..., betreffende aannemingsovereenkomsten van overheidswege;

Gelet op het advies van de Raad van State ;

Op de voordracht van Onze Minister van Koloniën ,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

HOOFDSTUK I - BESTEKKEN.

Artikel 1.-

Dit besluit vindt toepassing op de overeenkomsten tot aanneming van werken, leveringen en transporten, die onderworpen zijn aan het decreet van..... betreffende aannemingsovereenkomsten van overheidswege.

De contractuele bepalingen zijn opgenomen in de bij dit besluit gevoegde algemene aanbestedingsvoorwaarden.

Artikel 2.-

§ 1. In geval van aanbesteding wordt voor de aanneming een bijzonder bestek opgemaakt, waarin inzonderheid opgegeven worden :

1° de wijze waarop de overeenkomst wordt gesloten, de aard en het onderwerp van de overeenkomst, de opdrachtgever van het werk of de koper;

2° de in acht te nemen bijzondere voorwaarden en termijnen, de wijze van betaling, naam en adres van het bestuur dat voor de betaling aansprakelijk is wanneer de aanbesteding op coëfficiënten plaats heeft, de eisen waaraan de ontwerpen of monsters moeten voldoen, de termijnen binnen welke zij moeten worden neergelegd, de proeven waaraan zij moeten worden onderworpen, de wijze waarop de hun toegekende kwaliteits- en prijscoëfficiënten worden berekend en gecombineerd ;

3° de afwijkingen van de algemene aanbestedingsvoorwaarden wegens de bijzondere aard van de aanneming;

4° eventueel plaats, dag en uur der vergadering of der vergaderingen waarop de inschrijvingsbiljetten worden geopend.

§ 2. Het bijzonder bestek mag verwijzen naar typebestekken of naar technische voorschriften die bepalingen betreffende sommige typen van aannemingen bevatten.

.../...

Artikel 3.-

Voor de toepassing van dit besluit wordt onder "bestuur" verstaan : de opdrachtgever van het werk, of de koper, of hun gemachtigden.

HOOFDSTUK II - OPENBARE AANBESTEDING.

Artikel 4.-

§ 1./ Openbare aanbestedingen worden terzelfder tijd in België en in Belgisch-Congo of Ruanda-Urundi uitgeschreven.

§ 2. Kunnen alle aanbestedingen in Belgisch-Congo of Ruanda-Urundi worden uitgeschreven, de aanbestedingen welke betrekking hebben :

1° leveringen waarvan het bestuur de waarde op minder dan 100.000 frank schat ;

2° op werken en transporten waarvan het bestuur de waarde op minder dan 10 millioen frank schat ;

3° op ter plaatse geproduceerde levensmiddelen of op bodemproducten waarvan de invoer uit een economisch oogpunt normaal niet kan worden overwogen.

Geeft de aannemer of leverancier met de laagste regelmatige inschrijving een bedrag op, dat meer dan 20 t.h. hoger ligt van het onder 1° en 2° vastgestelde maximumbedrag van 500.000 frank of van 10 millioen frank, dan moet een nieuwe openbare aanbesteding worden uitgeschreven, terzelfder tijd in België en in Belgisch-Congo of Ruanda-Urundi.

.../...

Afdeling 1.- Vaste aannemingssom.

Artikel 5.-

Overeenkomsten gesloten bij wege van openbare aanbesteding worden, voor de vaststelling van de prijzen, onderscheiden in :
overeenkomsten tegen absolute aannemingssom, overeenkomsten tegen relatieve aannemingssom, overeenkomsten volgens prijslijst en gemengde overeenkomsten.

De bijzondere bestekken kunnen bepalingen bevatten tot herziening van de prijzen om bestuur en aannemer te beschermen tegen schommelingen van de diverse prijsbepalende factoren.

Artikel 6.-

De overeenkomst tegen absolute aannemingssom is die waarbij de inschrijver zich verbindt, de aanneming uit te voeren tegen de in zijn inschrijving opgegeven onveranderlijke prijs voor het geheel.

Artikel 7.-

De overeenkomst tegen relatieve aannemingssom is die waarbij de inschrijver zich verbindt, de aanneming uit te voeren tegen de in zijn inschrijving opgegeven onveranderlijke prijs voor het geheel, maar waarbij het bestuur zich het recht voorbehoudt aan de

.../...

aanvankelijke aanneming eenzijdig wijzigingen te brengen, die vergoed worden op basis van de eenheidsprijzen welke de inschrijver bij zijn inschrijvingsbiljet dient te voegen.

Artikel 8.-

De overeenkomst volgens prijslijst is die waarin alleen de eenheidsprijzen vast zijn; bij het inschrijvingsmodel wordt een lijst gevoegd met opgave van de vermoedelijke hoeveelheden werken, leveringen of arbeid, waarop de inschrijver de eenheidsprijzen toepast.

Een overeenkomst volgens prijslijst is ook die waarbij de aanbesteding plaats heeft met verhoging of verlaging van de door het bestuur vastgestelde prijzen.

Artikel 9.-

De gemengde overeenkomst is die waarbij de prijs wordt vastgesteld volgens twee of meer wijzen van aanbesteding, als bedoeld in de artikelen 7 tot 9.

Afdeling 2. -Openbaarheid.

.../...

Artikel 10.-

Openbare aanbestedingen die terzelfdertijd in België en in Belgisch-Congo of Ruanda-Urundi worden uitgeschreven, worden in het in België gepubliceerde bulletin der openbare aanbestedingen en in het Bestuurlijk Blad van Belgisch-Congo of het Ambtelijk Blad van Ruanda-Urundi bekendgemaakt.

In het tegenovergestelde geval worden zij, naargelang zij in Belgisch-Congo dan wel in Ruanda-Urundi worden uitgeschreven, bekendgemaakt in het Bestuurlijk Blad van Belgisch-Congo of in het Ambtelijk Blad van Ruanda-Urundi.

Bovendien kunnen zij worden bekendgemaakt door andere, ter beoordeling van het bestuur staande middelen ; deze bekendmaking heeft echter geen invloed op de in artikel 12 gestelde termijn.

Artikel 11.-

De berichten die in de onder artikel 10 genoemde officiële publicaties worden opgenomen, moeten opgeven :

1° de aard van de aanneming ;

2° plaats, dag en uur van de vergadering waarop de inschrijvingsbiljetten worden geopend en de daarmede belaste aanbestedingsraad ;

.../...

3° de plaatsen waar het bijzonder bestek en de bijlagen ter inzage worden gelegd ; de daarvoor vastgestelde dagen en uren en de dag waarop deze documentatie wordt neergelegd, wanneer dit niet is de dag van de bekendmaking van het bericht ;

4° de voorwaarden waaronder het bijzonder bestek en de bijlagen kunnen worden verkregen.

Artikel 12.- ... (zoals in artikel 13 van het ontwerp) ...

Afdeling 3.- Inschrijving.

Artikel 13.-

De inschrijving wordt opgemaakt op ongezegeld papier, overeenkomstig het model aangegeven in het bijzonder bestek.

Doorhalingen en overschrijvingen moeten worden goedgekeurd en geparafeerd; de inschrijving wordt door de inschrijver of zijn gemachtigde ondertekend.

.../...

Artikel 14.-

De inschrijving moet worden gesteld in een der talen die het bijzonder bestek gebruikt of toestaat te gebruiken.

Artikel 15.-

§ 1. In het inschrijvingsbiljet moeten naam, voornamen, hoedanigheid of beroep, nationaliteit, woonplaats en verblijfplaats van de inschrijver worden opgegeven.

Wordt de inschrijving ingediend door een vennootschap met rechtspersoonlijkheid, dan moeten daarin worden opgegeven de handelsnaam of de benamingen, de maatschappelijke zetel van de vennootschap, alsook de nummers van de officiële publicaties, waarin de bekendmakingen die door de wetgever in Belgisch en in Belgisch-Congo of Ruanda-Urundi zijn voorgeschreven, opgenomen zijn.

§ 2. Is de inschrijver in België, Belgisch-Congo of Ruanda-Urundi gevestigd, dan moet de inschrijving nog het volgende opgeven :

1° nummer en termen van zijn rekening bij de postcheck- en girodienst of bij een der in België, in Belgisch-Congo of in Ruanda-Urundi gevestigde banken ;

2° de referenties of bewijzen van inschrijving bij instellingen voor sociale verzekeringen en eventueel, het nummer van de inschrijving bij een sociaal secretariaat voor werkgevers ;

.../...

3° de vermelding betreffende de inschrijving in het handelsregister.

Artikel 16.-

Bij het inschrijvingsbiljet moeten worden gevoegd :

1° de documenten, modellen en monsters, die in het bijzonder bestek zijn geëist ;

2° een aangifte van nationaliteit voor eventuele onderaannemers en voor het door de inschrijver tewerkgestelde personeel ;

3° een aangifte van herkomst van te leveren produkten en te gebruiken materialen. Voor produkten of materialen die bestemd zijn om in België, Belgisch-Congo of Ruanda-Urundi te worden afgewerkt of gebruikt, moet de aangifte afzonderlijk de waarde vermelden van de grondstoffen en van de arbeid die daaraan in België, Belgisch-Congo of Ruanda-Urundi zal worden besteed ;

4° een door de inschrijver ondertekende verklaring, dat hij zijn verplichtingen is nagekomen tegenover de sociale verzekeringsinstellingen waarbij hij verplicht is zich in België, Belgisch-Congo of Ruanda-Urundi te verzekeren.

Artikel 17.-

Inschrijvingen die worden ingediend door een vereniging zonder rechtspersoonlijkheid, opgericht onder natuurlijke of rechtspersonen, moeten worden ondertekend door ieder van die personen, die zich hoofdelijk en ondeelbaar moeten verbinden en die moeten aanwijzen wie van hen gelast is, de vereniging tegenover het bestuur te vertegenwoordigen.

/ ...

Rechtspersonen die deel uitmaken van zodanige vereniging, behoren zich daarenboven naar artikel 15 te gedragen.

Artikel 18.-

Op verzoek van het bestuur legt de inschrijver binnen de gestelde termijn alle geëiste documenten en gegevens over, onder meer in verband met zijn rechtstoestand en financiële toestand.

Voor aannemingen van werken moet de inschrijver woonplaats kiezen in België, Belgisch-Congo of Ruanda-Urundi naar gelang van de plaats waar de inschrijving wordt ingediend. Is hij Luxemburger en in het Groot-Hertogdom Luxemburg gedomicilieerd, dan hoeft hij geen woonplaats in België te kiezen.

Artikel 19.-

Indien het bestuur er om verzoekt, moeten inschrijvende buitenlandse vennootschappen binnen de hun toegestane termijn een afschrift van hun statuten, eventueel met vertaling in de voor de inschrijving gebruikte taal, en de laatste balans goedgekeurd overeenkomstig de bepalingen van deze statuten en van de in hun land geldende wetsbepalingen, overleggen.

.../...

Deze documenten moeten voorzien zijn met het visum van de Belgische consul in wiens gebied de hoofdinrichting van die vennootschap is gevestigd; voor vennootschappen van het Groot-Hertogdom Luxemburg kan dit visum van de consul vervangen worden door de overlegging van een exemplaar van het "Mémorial" waarin hun statuten en hun laatste balans zijn bekendgemaakt.

Artikel 20.-

§ 1. Inschrijvingen door lasthebbers ingediend, moeten de lastgever nauwkeurig vermelden.

Bij de inschrijving voegen de lasthebbers de authentieke of onderhandse akte die hun volmacht verleent, of een door hen voor eensluidend verklaard afschrift van hun volmacht ; zij kunnen ook eenvoudig verwijzen naar het nummer van de officiële publicaties van Belgisch-Congo, Ruanda-Urundi, België of het Groot-Hertogdom Luxemburg, waarin hun volmacht is bekendgemaakt.

§ 2. Degenen die wensen in te schrijven door middel van lasthebbers, kunnen met het oog op latere aanbestedingen, de daartoe aan een of meer bepaalde lasthebbers verleende volmacht neerleggen.

Deze volmacht geldt alleen voor de aanbestedingsraad waaraan zij wordt bezorgd.

.../...

Bij iedere inschrijving geeft de lasthebber de datum van de neerlegging van de volmacht op.

Artikel 21.- ... (zoals in het ontwerp) ...

Artikel 22.-

Aanbestedingen voor leveringen vermelden de eenheidsprijs, het bedrag per artikel en het totale bedrag van iedere partij, alsook eventueel de prijs voor verpakking en transport.

Artikel 23.-

§ 1. Prijzen worden in het inschrijvingsbiljet in Congolese of Belgische munt opgegeven, tenzij het bijzonder bestek het anders bepaalt.

§ 2. Het globale bedrag van de inschrijving en de eenheidsprijzen die er eventueel bij horen worden opgegeven.

Zijn de prijzen in cijfers en in letters opgegeven en is er enig verschil tussen beide, dan wordt de prijs in letters in aanmerking genomen.

Het bestuur kan een inschrijvingsbiljet waarin een prijs niet in letters is opgegeven, nietig verklaren indien dit de gestelde prijs onzeker maakt.

.../...

Iedere vermelding tot aanvulling of wijziging van prijzen moet door de inschrijver of diens lasthebber worden ondertekend.

Artikel 24.-

Wanneer de aanbesteding meer dan één partij betreft, wordt voor ieder daarvan een inschrijvingsbiljet ingezonden en één overeenkomst gesloten.

Wordt de inschrijver daartoe in het bijzonder bestek gemachtigd, dan kan hij zijn offerte aanvullen met een opgave van de korting die hij toestaat in geval van samenvoeging van bepaalde partijen die hij aanwijst, dan wel van alle partijen ; deze korting wordt procentsgewijze of op de in het bijzonder bestek geëiste wijze uitgedrukt.

Artikel 25.-

Ingeval het bijzonder bestek in meer dan één taal is gesteld, geldt voor de interpretatie van het contract uitsluitend de tekst in de door de inschrijver gekozen taal.

.../...

Afdeling 4.- Indiening en intrekking van inschrijvingen.

Artikel 26.-

Iedere inschrijving moet bij de in het bericht van aanbesteding aangewezen overheid inkomen vooraleer op de vergadering van de opening der inschrijvingen wordt verklaard, dat geen offerte meer wordt aanvaard.

Artikel 27.-

Met de post verzonden inschrijvingen moeten worden aangetekend. In dit geval wordt het inschrijvingsbiljet gesloten in een verzegelde omslag met vermelding van het bijzonder bestek, de partij en de datum van de zitting van de opening der inschrijvingen; deze omslag wordt in een tweede eveneens verzegelde omslag gesloten, met vermelding van het in het bericht van aanbesteding opgegeven adres, en van het woord "inschrijving".

Artikel 28.-

§ 1. Intrekking van inschrijvingen moet plaats hebben op het tijdstip en in de vormen als in de artikelen 26 en 27 voor de indiening van inschrijvingen zijn bepaald. De intrekking moet onvoorwaardelijk zijn.

§ 2. De inschrijver die zijn inschrijving intrekt maar er op regelmatige wijze een nieuwe indient, kan daarin opgeven van welke bij de eerste inschrijving gevoegde stukken hij tot staving van zijn tweede, gebruik wil maken.

Afdeling 5. - Opening van inschrijvingsbiljetten

Artikel 29.-

De inschrijvingsbiljetten worden geopend in openbare vergadering, op plaats, dag en uur als in het bijzonder bestek of in het bericht van aanbesteding zijn gesteld.

Artikel 30.

Bij het openen van de inschrijvingsbiljetten wordt als volgt tewerkgegaan :

1° het lid van de aanbestedingsraad dat aangewezen is om de opneming van de offerten voor te zitten deponeert, alvorens het publiek tot de aangewezen plaats toe te laten, op die plaats de bus met de reeds ontvangen inschrijvingsbiljetten en intrekkingsbrieven;

2° de zitting wordt vervolgens voor het publiek geopend; de ter vergadering medegebrachte inschrijvingsbilj
en intrekkingsbrieven worden eveneens in die bus gedeponeerd;

3° onmiddellijk vóór het openen van de inschrijvingsbiljetten verklaart de voorzitter dat geen inschrijving of intrekking meer in ontvangst wordt genomen;

4° in geval van aanbesteding op coëfficiënten deelt de voorzitter mede welke kwaliteitscoëfficiënten aan de ontwerpen en monsters worden toegekend;

5° daarna wordt voor iedere aanbesteding overgegaan tot inzage van alle ontvangen brieven, die per aanbesteding en eventueel per partij worden gegroepeerd;

.../...

6° de voorzitter geeft kennis van de intrekkingen;

7° de inschrijvingsbiljetten en intrekkingsbrieven worden geparafeerd door de voorzitter, die de naam van de mededingers en het bedrag van hun inschrijvingen afroept; de voorzitter leest de inschrijvingen waarin een variante wordt voorgesteld niet voorlezen tenzij het bijzonder bestek een zodanige inschrijving vereist.

Artikel 31.-

De offerten van de inschrijvers en de incidenten bij het openen der inschrijvingen, inzonderheid de bezwaren van de inschrijvers en de opmerkingen van de ambtenaren, worden in het proces-verbaal van opening der inschrijvingsbiljetten opgetekend.

De voorzitter, een door hem aangewezen bijzitter, de inschrijvers die bezwaren hebben ingebracht en de ambtenaren die opmerkingen hebben gemaakt, ondertekenen dit proces-verbaal.

Afdeling 6.- Keuze van de aannemer.

Artikel 32.

Vóór de aanwijzing van de aannemer ziet het bestuur de rekenkundige bewerkingen van de inschrijvers na, verbetert het de daarin ontdekte fouten en stelt het de rangschikking van de inschrijvers vast met inachtneming van die verbeteringen.

Deze bepaling vindt alleen toepassing op aannemingen volgens prijslijst en op posten volgens prijslijst bij aannemingen met relatieve aanmetingsson en bij gemengde aannemingen.

.../...

Artikel 33.-

1° Wanneer een inschrijver bij de toepassing van artikel 21 in de samenvattende opmeting fouten heeft verbeterd of leemten heeft hersteld, worden deze wijzigingen door het bestuur aan de hand van zijn eigen berekeningen nagezien en eventueel verbeterd.

Leiden de door het bestuur aangenomen wijzigingen tot verhoging van het bedrag der offerten, dan verbetert het bestuur dienovereenkomstig de bij de verschillende inschrijvingen gevoegde samenvattende opmetingen.

Leiden de wijzigingen integendeel tot vermindering van het bedrag der offerten, dan komen zij slechts ten goede aan de inschrijver die daarmede in de bij zijn inschrijving gevoegde samenvattende opmetingen rekening heeft gehouden; zij worden evenwel ook aangebracht in de bij de inschrijving gevoegde samenvattende opmeting van degene die als aannemer wordt gekozen.

2° Wanneer een inschrijver een leemte in de samenvattende opmeting heeft hersteld, terwijl de overige inschrijvers voor dat artikel geen prijs hebben voorgesteld, wordt die prijs als volgt bepaald : gesteld dat L = de eventueel verbeterde som is die voor het weggelatene is opgenomen in de samenvattende opmeting van de inschrijver die het heeft gesignaleerd;
X = het eventueel verbeterde totale bedrag, verminderd met de som L van de samenvattende opmeting van dezelfde inschrijver;
Y = het eventueel verbeterde totale bedrag van de samenvattende opmeting van de inschrijver die niet op de leemte heeft gewezen.

.../...

De gedeeltelijke som (S), bij het bedrag Y te voegen, wordt verkregen met de formule $S = \frac{L\ Y}{X}$.

3) Wanneer verscheidene inschrijvers op dezelfde leemte hebben gewezen, worden de eventueel verbeterde sommen L en X. genomen in de verbeterde inschrijving, die het hoogste quotient L door X, oplevert.

Artikel 34.-

Na de aanbestedingsprocedure heeft de bevoegde overheid het recht de aanneming niet toe te wijzen en, bij voorkomend geval, een nieuwe aanbesteding uit te schrijven; bestaat de aanbesteding uit meer dan een partij, dan heeft de overheid het recht alleen bepaalde partijen toe te wijzen en, bij voorkomend geval, voor de overige een nieuwe aanbesteding uit te schrijven.

Artikel 35.

§ 1. Wanneer het bestuur een aanneming toewijst moet zij dit doen aan de inschrijver, die de werkelijk laagste regelmatige offerte heeft gedaan.

Voor de vaststelling van de laagste offerte moet het bestuur rekening houden met de aangeboden prijzen en met de andere berekenbare gegevens waarvan vaststaat dat zij de uitgaven, welke het bestuur zal moeten doen, zullen verhogen.

Wanneer het bijzonder bestek heeft bepaald, dat zowel de prijs als de technische verdienste zullen mededingen, moet het bestuur voor de vaststelling van de laagste offerte ook rekening houden met de in uitzicht gestelde combinatie tussen kwaliteits- en prijscoëfficienten.

.../...

§ 2. Wanneer verscheidene inschrijvers dezelfde offerte hebben gedaan, wordt hun gevraagd schriftelijk lagere offerten in te dienen. Blijven de prijzen na deze tweede poging nog gelijk, dan wordt een loting gehouden, waarop de betrokkenen worden uitgenodigd. Leveringen echter kan het bestuur over de mededingers verdelen en zo de aanbesteding betrekking heeft op verscheidene partijen, kan het deze over de laagstbiedende mededingers verdelen, zonder een loting te moeten houden.

§ 3. Wanneer het bijzonder bestek heeft toegestaan dat offerten met mogelijke groepering van partijen worden ingediend, dan wordt de aannemer aangewezen door een zodanige combinatie van partijen of groepen van partijen dat de laagste prijs in de zin van § 1 wordt verkregen.

§ 4. Ten aanzien van de keuze van de aannemer kan van de §§ 1 tot 3 niet worden afgeweken dan bij op advies van de aanbestedingsraad genomen gemotiveerde beslissing van de aanbestedende overheid, wanneer deze overheid oordeelt, dat de laagste prijs niet de voordeligste is; het advies van de aanbestedingsraad dient alleen te worden gevraagd als hij zelf geen zodanige afwijking heeft voorgesteld.

Artikel 36.-

Inschrijvers blijven gebonden door hun inschrijving zoals die bij voorkomend geval door het bestuur werd verbeterd, totdat aan de aannemer kennis is gegeven van de beslissing die hem aanwijst.

Zij kunnen zich niet op enig vormgebrek in hun inschrijvingsbiljet beroepen.

.../...

Artikel 37.-

Een afgewezen inschrijver, die binnen drie maanden na de beslissing tot aanwijzing van de aannemer, hierom verzoekt, krijgt de stukken en voorwerpen terug, welke hij bij zijn inschrijving had gevoegd, voor zover zij niet bij proefnemingen of onderzoekingen zijn vernield.

Artikel 38.-

De aanbesteding wordt eerst na goedkeuring van de aanbestedende overheid definitief.

Afdeling 7.- Kennisgeving van de keuze van de aannemer.

Artikel 39.-

Het bestuur moet de aannemer van zijn beslissing kennis geven binnen dertig dagen, behoudens andersluidend beding in het bijzonderbestek. Deze termijn gaat in daags na het sluiten van de aanbestedingszitting.

Artikel 40.-

Van de beslissing van het bestuur wordt de aannemer kennis gegeven bij een ter post aangetekende brief of desnoods per telegram gevolgd door schriftelijke bevestiging.

In het geval bedoeld in artikel 35, § 4, wordt deze beslissing ter kennis gebracht van de inschrijver of inschrijvers, die een lagere offerte dan de aannemer hebben gedaan.

Artikel 41.-

Heeft de kennisgeving van de beslissing aan de aannemer geen plaats binnen de volgens artikel 39 vast-

.../...

gestelde termijn, dan zijn de inschrijvers niet langer door hun offerten gebonden; het bestuur schrijft een nieuwe aanbesteding uit of wendt zich achtereenvolgens tot de inschrijvers in opklimmende orde van hun inschrijvingen.

HOOFDSTUK III. - BEPERKTE AANBESTEDING.

Artikel 42.-

§ 1. Behalve voor aannemingen met een totale uitgave van ten hoogste 500.000 frank moet de beslissing, een beperkte aanbesteding uit te schrijven, door het bestuur gemotiveerd en op advies van de aanbestedingsraad genomen worden.

§ 2. De regelen betreffende de openbare aanbesteding, met uitzondering van de artikelen 4 en 10 tot 12, gelden voor aannemingen waarvoor een beperkte aanbesteding wordt uitgeschreven.

§ 3. Bij beperkte aanbesteding wordt het beroep op de mededinging beperkt tot de natuurlijke en rechtspersonen, dit het bestuur op voorstel of na advies van de aanbestedingsraad heeft aangewezen.

Ten minste drie inschrijvers moeten worden aangesproken; het bestuur kan echter van deze regel afwijken op gelijkluidend advies van de aanbestedingsraad.

§ 4. Bij beperkte aanbesteding worden de inschrijvingen niet in een openbare vergadering geopend; alleen de inschrijvers worden hiervoor opgeroepen.

HOOFDSTUK IV. - ONDERHANDSE OVEREENKOMST.

Artikel 43.-

§ 1. Behalve voor aannemingen met een totale uitgave van ten hoogste 250.000 frank en aannemingen die ge-

.../...

heim moeten worden gehouden, moet de beslissing een onderhandse aanneming uit te schrijven door het bestuur gemotiveerd en na advies van de aanbestedingsraad genomen worden.

§ 2. Een onderhandse overeenkomst wordt door het bestuur gesloten met de medecontractant die het heeft gekozen.

Het bestuur kan echter een bepaalde procedure voorschrijven, waarvan onder meer enige openbaarheid deel uitmaakt.

Wanneer technische of esthetische eisen bijzondere opzoekingen noodzakelijk maken, kan het bestuur onder de kunstenaars of de gespecialiseerde ondernemingen een wedstrijd uitschrijven voor het ontwerpen van een werk of levering; zowel de conceptie als de uitvoering kunnen in die wedstrijd worden betrokken.

§ 3. De onderhandse overeenkomst blijkt :

- hetzij uit een verbintenis aangegaan op grond van aanbestedingsvoorwaarden;
- hetzij uit een inschrijving, ingediend door iemand die een offerte doet;
- hetzij uit de briefwisseling, volgens de handelsgebruiken.

Zij kan in eenvoudige facturen worden vastgesteld voor werken of leveringen met een uitgave van ten hoogste 50.000 frank.

HOOFDSTUK V. - AANBESTEDINGSRADEN.

(zie advies van de Raad van State, L. 6043).

HOOFDSTUK VI. - ALGEMENE BEPALINGEN.

Artikel 44.-

§ 1. Na goedkeuring van aanbestedingen en het sluite

.../...

van overeenkomsten kan niet worden afgeweken van de bepalingen en voorwaarden van bestekken en aanbestedingsvoorwaarden om de aard van de aanneming of van werken te wijzigen, en dienovereenkomstig de prijs te veranderen, dan bij een, op advies van de aanbestedingsraad genomen, gemotiveerde beslissing van het bestuur en met de instemming van de ondernemer of leverancier, tenzij de aanbestedingsvoorwaarden die instemming niet eisen.

§ 2. Na goedkeuring van aanbestedingen en het sluiten van overeenkomsten kan aan de ondernemer of leverancier geen prijsverhoging worden toegestaan waarop hij krachtens het contract geen recht heeft, noch enige ontheffing van zijn aansprakelijkheid, noch enige kwijtschelding van opgelopen geldboeten dan bij een, op advies van de aanbestedingsraad genomen, gemotiveerde beslissing van het bestuur en dit alleen in gevallen van overmacht of van buitengewone omstandigheden.

Artikel 45.-

Zodra een overeenkomst zover uitgevoerd is, dat de aannemer recht op betaling heeft verkregen, dient hij voor de verrichte diensten een factuur in, met een opgave van alle dienstige bijzonderheden over de vordering van de uitvoering der overeenkomst.

Artikel 46.-

Opgeheven worden :

1° de ordonnantie van de Gouverneur-generaal van 1 maart 1938, tot inwerkstelling van het op 10 juni 1937 goedgekeurde algemeen lastkohier, bepalingen en voorwaarden inzake aannemingen van werken, leveringen, enz.

.../...

2° de ordonnantie van de Gouverneur-generaal van 12 januari 1953 betreffende de aanbestedingsraden, gewijzigd bij de ordonnanties van 25 mei 1954, 9 maart 1955 en 25 april 1956.

Artikel 47.-

Dit besluit treedt in werking ...

De overeenkomsten betreffende werken, leveringen en transporten, waarvan de aanbesteding vóór deze datum is aangekondigd, blijven echter beheerst door het algemeen lastkohier goedgekeurd de 10e juni 1937 en door de ordonnantie van de Gouverneur-generaal van 12 januari 1953 betreffende de aanbestedingsraden, gewijzigd bij de ordonnanties van 25 mei 1954, 9 maart 1955 en 25 april 1956.

Artikel 48.-

Onze Minister van Koloniën en de Gouverneur-generaal zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te ,

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Koloniën,

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : F.LEPAGE,	conseiller d'Etat,		président,
de Heren :	raadsheer van State,		voorzitter,
L.MOUREAU,	conseillers d'Etat,		
G.HOLOYE,	raadsheren van State,		
P.COART-FRESART,	assesseurs de la section de législation,		
P.ANSIAUX,	bijzitters van de afdeling wetgeving,		
C.ROUSSEAUX,	greffier adjoint,		greffier.
	adjunct-griffier,		griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.F.LEPAGE.

Le rapport a été présenté par M.F.REMION, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.F.LEPAGE.

Het verslag werd uitgebracht door de H.F.REMION, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) C.ROUSSEAUX.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) F.LEPAGE.